

Rencontres entre les 2 Rives

Penser la pluralité, c'est aller vers plus d'harmonie...

Penser cette pluralité, c'est aller vers plus d'harmonie, ce qui supposerait un arrêt de l'uniformisation au profit d'une *conception mosaïque du monde*. Ce respect de la diversité s'accompagne en toute logique de la nécessité de contenir l'économique par l'interculturel, la concurrence par la coopération, la croissance par des coévolutions intégrant l'ensemble des cosmovisions de l'humanité, par nature diverses. Pour donner une image macroscopique de ce débat : orientaliser l'occident et occidentaliser l'orient, en connaissance de cause. Cet impératif interculturel doit être étendu au moindre groupe humain si petit soit-il, où qu'il soit situé géographiquement, dans la forêt la plus reculée, le désert le plus étendu, ou l'espace urbain le plus complexe qui soit. Cette horizontalité est d'actualité face à la toxicité du développement et de la mondialisation. Personne n'a plus le monopole de la vérité.

Hassan Zaoual

L'Harmattan 2 006

Les économies voilées du Maghreb



Photos Patrice Ville et Caroline Kohler



cirfip

Centre International de Recherche,
Formation et Intervention Psychosociologiques

Rencontres entre les deux rives

Rabat 3-4-5-6 juillet 2012

**Faculté des Sciences de l'Education,
Université Mohamed V Souissi
*Rencontres CIRFIP***

**Ecole Mohamedia des ingénieurs
Congrès AISLF
*Interventions au congrès de l'AISLF***

*Groupe Projet : Bernard Champagne, Geneviève Dahan-seltzer,
Christiane Gilon, Annie Charlotte Giust-Ollivier, Caroline Kohler,
Jamal Lamrani, Ali laoukili, Sophie Maisondieu, Florence Oualid,
Youssef Sadik, Jean Vincent.*

Renseignements Jamal Lamrani : 06 80 17 69 39

CIRFIP : contact@cirfip.org - www.cirfip.org

3, 4, 5 juillet 2012

RENCONTRES ENTRE LES DEUX RIVES



Le Projet

Nous vivons une période de profondes transformations du monde qui impactent chaque sujet, de manière individuelle et collective. Souvent décrites sous le terme de mondialisation, ces transformations sont positives et négatives, contradictoires, voire antagoniques. Certaines sont porteuses d'espérances pour construire ensemble « l'Humanité dans l'Homme », d'autres à l'inverse sont orientées vers la chosification des êtres. Certaines contribuent à l'émancipation des sujets et leur bien-être, d'autres accentuent son aliénation et son asservissement à différents systèmes d'emprise (politique, économique, culturel et idéologique).

Cette période requiert pour chacun-e et collectivement un important effort de pensée et d'action pour que les changements inévitables pérennisent « l'effort d'humanité » entrepris par le passé et dans le présent, partout dans le monde et des deux côtés de la Méditerranée.

Les transformations qui s'opèrent sont globales, liées à l'ensemble des dimensions de la mondialisation. Elles sont aussi locales, liées aux dynamiques hétérogènes qui se

développent sur les territoires et aux capacités concrètes des acteurs à transformer sur le terrain les problèmes auxquels ils se confrontent.

Ces transformations doivent articuler des logiques verticales portées par les grandes institutions internationales et nationales (logiques des pouvoirs institués) et des logiques horizontales (logiques de métiers, de genre, des identités professionnelles et sociales) afin de construire des coopérations efficaces et vivables, en fonction des problèmes et des possibilités sur les territoires.

Des deux côtés de la mer Méditerranée, dans les pays du Maghreb, du Machrek, et dans les pays européens, nous nous confrontons à ces difficiles et complexes questions dans nos interventions dans les institutions (publiques, privées, associatives) pour entreprendre, conduire, accompagner, soutenir des changements, et parfois y résister.

Sommaire

Le Projet
Éditorial de Jamal Lamrani
Les deux rives en trois temps

Le temps des femmes
Le temps des cadres
Le temps des jeunes

Liste des participants
Photos des participants

Le CIRFIP (Centre International de Recherche et de Formation sur l'Intervention Psychosociologique) souhaite créer et développer un espace entre les deux rives de la Méditerranée pour des praticiens de l'intervention sociale : femmes et hommes, jeunes et adultes engagés dans le processus de transformation du monde (au niveau local ou plus global) dans et par leurs pratiques de psychosociologues, de cadres, de militants associatifs locaux ou nationaux.

Les Rencontres entre les deux Rives se donnent pour objectifs de :

- Créer des espaces de rencontres entre les praticiens de l'intervention sociale pour dialoguer et réfléchir ensemble sur leur posture et pratique d'intervention et de changement
- Inventer un art de colloquer qui laisse la place à la rencontre même, en associant les acteurs des deux rives à la construction de projet et de dispositifs à partir de demandes d'associations et d'institutions locales ou internationales.



Qui sommes-nous ?

Nous sommes un groupe au pluriel, avec des identités multiples et des profils différents :

- des chercheurs et praticiens(nes) citoyens(nes) marocains et français, psychologues, psychosociologues, sociologues, intervenants sociaux ;
- des femmes, des hommes, des jeunes et moins jeunes, acteurs, actrices citoyens, citoyennes, sujets ;
- des activistes, des militants

œuvrant des 2 côtés de la rive pour la transformation sociale par le moyen de la recherche-action, engagés dans des réflexions et des actions de développement et de co-développement alternatives, cherchant à réunir nos expériences et nos actions pour contribuer à faire changer les choses.

Nous sommes partants pour des confrontations régulières entre nous et avec des invités de la sphère civile et de la recherche, mais aussi des politiques et décideurs toujours en mixant cadres dirigeants, femmes, jeunes, en France ou au Maroc, là où quelque chose se passe.

Avec davantage de connaissance et de reconnaissance des trajectoires et des histoires de chacun.

Nous sommes des femmes et des hommes croyant aux valeurs de liberté, de dignité et de projet, cherchant à échanger nos expériences et à unir nos actions pour contribuer à mener des projets de changement entre les deux rives.





Les « Rencontres des Deux Rives » (R2R) ont été initiées, dans le cadre du CIRFIP (Centre International de Recherche, de formation et d'Intervention Psychosociologiques), par un groupe* de praticiens psychosociologues et socianalystes français et franco-marocains.

Nos travaux ont démarré en septembre 2011 et nous avons pu organiser du 2 au 6 juillet 2012 les « 1^{ères} Rencontres des Deux Rives » entre professionnels marocains et français à la faculté des sciences de l'éducation de Rabat où nous étions accueillis par Youssef Sadik, professeur de sociologie et ses étudiants en Master.

Le temps de gestation du projet a été important (plus de 9 mois) parce qu'il a fallu travailler et cerner l'objet de ces rencontres, les modalités de travail que nous voulions privilégier, et parce que nos échanges étaient nourris eux-mêmes par les contacts et rencontres

virtuelles (par mail et par téléphone) que nous établissions « entre les 2 rives » avec nos interlocuteurs marocains.

Nous avons pu bénéficier de nos contacts avec Jean-Louis Laville, professeur de sociologie à l'IEP de Paris, et Anne Salmon, professeur à l'université de Metz. C'est avec eux, et sur une idée de Geneviève Dahhan Seltzer, que nous avons décidé de profiter de la tenue du congrès de l'Association Internationale de Sociologie de Langue Française à Rabat pour organiser les R2R à Rabat (au début nous pensions les organiser à Tanger).

Nous avons donc rencontré pendant cette semaine de juillet des « collègues » marocains que l'on ne connaissait pas : sociologues, femmes militantes, cadres dirigeants (de l'administration, et du secteur privé), des jeunes membres d'association ou des étudiants, des membres du réseau de l'Economie Solidaire.

Nos pratiques de l'intervention sociale dans différents champs : associations, entreprises publiques et privées,

collectivités locales, universités...etc, nous ont réunis. L'objet de nos échanges était d'explorer en quoi nos pratiques (*les marocains, les Français*) d'intervention sont-elles porteuses de transformations à visée démocratique de la société, des institutions et des collectifs de travail ? Quels en sont les enjeux et les obstacles ? Quels dispositifs concevoir pour réaliser les changements attendus par les uns et les autres ?

Ces Rencontres nous ont d'abord tous interpellés, français, marocains ou franco-marocains, dans nos identités multiples de psychosociologues, socianalystes, sociologues, femmes, hommes, jeunes, car il s'agissait aussi de « découvrir l'autre en se découvrant » et en construisant ensemble un chemin à travers nos échanges. L'expression d'Annie Charlotte « le but est dans le chemin » (Machado) était notre maxime à tous. Ces Rencontres se situaient également dans un contexte marqué par les évènements du « Printemps arabe » ou « Printemps Démocratique », qui se sont manifestés au Maroc par l'émergence du mouvement du 20 février, la proposition d'une nouvelle constitution, des élections qui ont vu arriver les « islamistes » au pouvoir, mais aussi par le développement d'espaces de débat dans toute la société marocaine, auxquels nous espérons apporter ainsi une contribution modeste et, espérons-le, pérenne. Le dispositif des R2R était organisé, avec « beaucoup d'imprévus » ou « d'heureux hasards », de la manière suivante :

- 1^{er} temps : Rencontre entre et avec les Femmes.
- 2^{ème} temps : Rencontre entre et avec les cadres dirigeants.
- 3^{ème} temps : Rencontre entre et avec les Jeunes.
- 4^{ème} temps : Échange entre les différents groupes sur les objectifs, les modalités et les perspectives de poursuite des R2R.

Le cadre posé était un cadre souple à frontières ouvertes permettant aux différents acteurs (femmes militantes, cadres dirigeants, Jeunes, praticiens de l'intervention) de choisir de participer à l'ensemble des Rencontres (option que nous conseillions) ou bien à différents temps des 4 jours. Mais ces frontières se sont aussi ouvertes sur d'autres lieux et espaces de manière imprévue, comme l'invitation par les femmes marocaines à la conférence de l'association « Jossour » sur les perspectives de la lutte du mouvement féministe marocain, ou avec l'organisation d'une soirée d'hommage à Hassan Zawal avec Jean-Louis Laville et le Réseau de l'Economie Solidaire marocain.

Le dispositif des R2R a permis à chacun de s'exprimer, de créer un climat de confiance mutuelle, de découverte les uns des autres et d'élaboration collective. Les consignes de travail posées dès le premier jour par Christiane, Caroline et Catherine, pour le groupe des femmes ont servi de fil conducteur pour l'ensemble des rencontres. Le travail en deux cercles, l'un interne, l'autre externe : les groupes d'échanges (femmes, cadres dirigeants, jeunes) d'un côté et le groupe d'analyse de l'autre (intervenants psychosociaux ou sociologues), a permis de distinguer les deux temps : expression libre d'abord, analyse et retour réflexif ensuite. Cette approche nous a permis de recueillir un matériau riche et contrasté que nous avons voulu garder tel quel (retranscription presque intégrale des propos tenus pour les groupes de jeunes et de cadres dirigeants, retranscription plus commentée et mise en perspective pour le groupe des femmes). Les analyses produites sur le coup par les intervenants pourront servir de base à des approfondissements ultérieurs ou que chaque lecteur lui-même pourra compléter.

Les hypothèses et axes de réflexion que nous développons en fin de chaque partie ou en conclusion restent à approfondir dans les Rencontres à venir. Il appartient à chaque groupe, existant ou à développer, d'y participer avec ses réflexions et ses propositions. Un espace a été ouvert. Les suites et perspectives sont à construire des deux côtés de la Méditerranée.

*Jamal Lamrani et Abdelaâli Laoukili
Paris, mai 2013*

**Le groupe était composé de psychosociologues appartenant au CIRFIP (dont Jamal Lamrani, Sophie Maisondieu, Annie Charlotte Giust Olivier, Caroline Kohler, Bernard Champagne, Florence Oualid, Jean Vincent, Geneviève Dahan Seltzer... ou à l'ARIP (Abdelaali Laoukili, Catherine David), et de socianalystes (Christiane Gilon et Patrice Ville).*

Les deux rives en trois temps

Mardi 3 juillet : L'importance de l'action locale dans la transformation sociale : comment les associations féministes pensent libérer les femmes

- Matin : Espace de Rencontre entre les 2 Rives à la Faculté des Sciences de l'Éducation, Université Mohammed V Suissi. Avec des femmes qui agissent sur le territoire, notre objectif est d'analyser ensemble leur action, voir comment elles travaillent, à quelles difficultés et obstacles elles se heurtent et comment elles s'entraident.

-Après midi : Communication AISFL par Caroline Kohler et Christiane Gilon Participation au Comité de Recherche 227 de Jean- Louis Laville sur le thème : l'importance de l'action locale dans la transformation sociale : comment les associations féministes pensent libérer les femmes ? Avec la présence des femmes qui ont participé le matin aux Rencontres. . Nous proposons aux femmes de participer à l'ensemble des Rencontres pour voir cheminer leur réflexion sur leur place dans les projets de transformations locales.

Mercredi 4 juillet : La trajectoire socio- historique des cadres dirigeants marocains et leur rôle dans la société marocaine : quels Maroc construisent-ils aujourd'hui ?

- Matin : Rencontres entre les 2 Rives à la Faculté des Sciences de l'Éducation, Université Mohammed V Suissi.

Restitution par les étudiants de Youssef Sadik des résultats de l'étude sur "la trajectoire sociohistorique des cadres dirigeants marocains" . Partage et échange avec les Cadres Dirigeants qui ont participé à l'étude pour continuer à analyser avec eux la construction sociohistorique de leur identité de Cadres dirigeants et leur rôle aujourd'hui dans les institutions et dans la société marocaine.

Cet espace sera animé par Jamal Lamrani du CIRFIP et Youssef Sadik de l'université Mohammed v de Rabat.

Cet espace de Rencontres est ouvert aux intervenants, sociologues, psychosociologues marocains, français, méditerranéens et aux participants des RER (les femmes, les jeunes). Nous souhaitons réfléchir ensemble sur la création d'un espace de réflexion entre les Cadres dirigeants marocains et les acteurs de l'intervention sociale (praticiens et chercheurs).

- Après midi : Communication AISSELLE par Jamal Lamrani et Youssef Sadik. Participation au Comité de Recherche 227 Jean-Louis Laville sur le thème : " Trajectoire socio historique des cadres dirigeants marocains et leur rôle dans la société marocaine : tradition et innovation face à l'incertain.

Participation des Cadres dirigeants sur le thème" quelles représentations ont-ils de la société marocaines aujourd'hui ?»

Jedi 5 juillet : Les jeunes : identité et projet socio-économique

Matin : Rencontres entre les 2 Rives à la Faculté des Sciences de l'Éducation, Université Mohammed V Suissi. Sur le thème : les jeunes en tant qu'intervenants sociaux dans le développement local .

Comment les associations de jeunes (marocaines et françaises) travaillent-elles avec les jeunes et les institutions locales et internationales sur les questions des projets de transformation sociale par les jeunes ,

quelles difficultés rencontrent-elles au niveau horizontal (des coopérations entre acteurs locaux) et vertical (institution nationales et internationales) . En quoi les projets des jeunes interrogent ils leur identité et leur place dans la société aujourd'hui.

Cet espace est ouvert aux jeunes et associations de jeunes (marocaines et françaises) pour faire connaissance découvrir et échanger sur les pratiques d'association et analyser ensemble leurs actions , leurs rôles , les difficultés rencontrées au niveau horizontal (de coopération) et vertical (institution) et les remèdes et actions possibles.

Après midi : Communication AISFL par Sophie Maisondieu et Youssef Sadick. Participation au Comité de Recherche 227 de Jean-Louis Laville sur le thème " les jeunes Intervenants sociaux dans le développement local".

Participation des Jeunes et responsables d'association des jeunes à définir.

Soirée :

Hommage à Hassan Zaoual. Musique.

Vendredi Matin : Rencontres entre les 2 Rives à la Faculté des Sciences de l'Education , Université Mohammed V Suissi. Animation par Ali Laoukili et Jamal Lamrani sur le thème : Fondation et construction de l'espace de rencontre entre les praticiens de l'intervention sociale Marocaine et Français . Sont invités à ce dernier espace les intervenants praticiens et chercheurs (dans les entreprises privées et publiques, collectivités locales, administrations, associations et institutions locales et internationales, professeurs d'université), les participants aux R2R (Femmes, Cadres Dirigeants, Jeunes). L'objectif de cet espace est de réfléchir ensemble sur le contour d'un espace de Rencontres, ses finalités, ses enjeux et de préparer ensemble les Rencontres des 2 Rives de 2013.



Le temps des femmes

Texte rédigé par Christiane Gilon et Caroline Kohler

1. La proposition initiale

Si notre projet "Rencontres entre les deux rives" a un sens et une utilité, c'est d'offrir un espace-temps ainsi qu'un lieu de rencontres et d'échanges à des femmes impliquées dans des actions **locales**, sur le territoire marocain. C'est ce que nous avons compris de nos échanges avec Fouzia Delaite, qui mène un projet de ferme pédagogique dans la région de Marrakech, et Khadija Errebbah, Présidente de l'Association Démocratique des Femmes du Maroc à Casablanca.

Les femmes aujourd'hui au Maroc, d'une façon qui n'est pas forcément toujours visible, prennent activement part à la transformation démocratique de la société marocaine. Elles sont dans un mouvement lent, par lequel elles quittent une condition ancienne, pour aller vers l'émancipation et l'autonomie. Elles vivent une mutation. D'où viennent-elles ? Dans quoi sont-elles impliquées ? Contre quoi sont-elles en lutte ? La question est vaste, mais pas nouvelle.

Depuis longtemps, les mouvements de femmes travaillent sur le sujet. Aujourd'hui, tout cela semble incertain et fragile, et en même temps puissant et profond. Bien sûr, des choses ont bougé depuis l'arrivée au pouvoir de Mohamed VI : la réforme de la Moudawana (le code de la famille) porte l'âge du mariage légal de 15 à 18 ans, donne le droit au divorce par consentement mutuel, permet à la femme de se marier sans autorisation du père, place la famille sous la double tutelle de l'homme et la femme. Chaque parti doit proposer pour les élections législatives nationales une liste de femmes (mais le parti doit gagner au moins 6 % des voix). La création de listes additionnelles de femmes au niveau communal a augmenté le nombre de conseillères municipales. La réforme du code du travail et la réforme du code pénal permettent notamment d'agir contre le harcèlement sexuel... Autant de réformes qui provoquent de vifs débats et aident à accompagner la mutation démocratique du Maroc, puisque l'inégalité hommes/femmes est l'un des obstacles majeurs à une vie démocratique. Mais, il reste beaucoup à faire, rien n'est acquis. Il n'existe pas de vision politique globale, pour autant, des brèches sont ouvertes. Il faudrait maintenant s'attaquer au social, à la santé et aux infrastructures, faire inscrire dans la constitution une définition claire de l'égalité entre les femmes et les hommes...

Alors ? Quel serait l'apport de la rencontre entre les deux rives ?

Les féministes estiment qu'il faut travailler sur le niveau local, le territoire. La question est de savoir comment animer le territoire et lui donner vie ? La commune, normalement au service de la population, participe bien souvent à la discrimination, à la marginalisation des femmes. Bien qu'impliquées dans la vie locale dont elles sont le rouage essentiel, bien que faisant tourner l'économie familiale et de subsistance, les femmes n'ont souvent pas voix au chapitre dans le Mazden. Les petites filles, qui représentent l'avenir, n'accèdent pas à l'éducation : elles n'ont pas

de chances de sortir de cette exclusion. Donc l'idée est de s'attaquer au blocage à la base, dans les communes.

Les journées pourraient permettre de se centrer sur cette stratégie locale des féministes marocaines, offrir un espace de rencontre à des femmes qui agissent sur le territoire.

L'objectif est d'analyser ensemble leur action, voir comment elles travaillent, à quelles difficultés et obstacles elles se heurtent, et comment elles s'entraident.

Les rencontres durent 4 jours. Même si la journée du mardi est plus particulièrement consacrée à cette question, il est pour nous important que les femmes qui participeront à cette première journée puissent suivre les rencontres dans leur intégralité.

Nous aimerions qu'il y ait des échanges et des découvertes entre les participants aux ateliers des trois après-midi (femmes, jeunes intervenants sociaux, cadres dirigeants) ; que chacun prenne connaissance des actions des autres, que des liens soient tissés, que des analyses soient échangées, que des convergences puissent émerger, voire même des actions communes.

Comment les femmes marocaines contribuent-elles à la dynamique sociale de changement démocratique ?

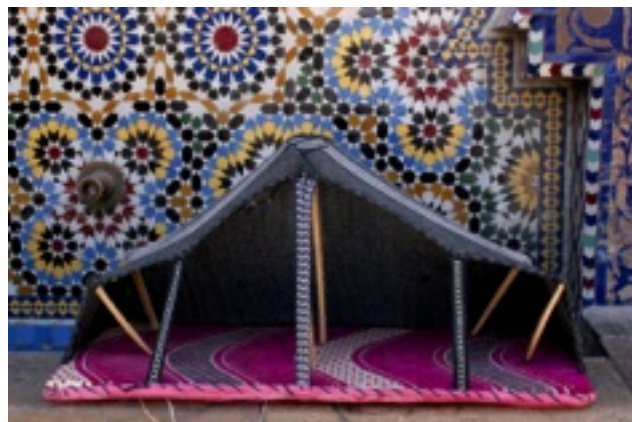
Comment les jeunes intervenants sociaux et les cadres dirigeants y contribuent également ?

Nous souhaitons examiner comment et où se croisent les deux dimensions :

- l'horizontale (celle de la coopération entre les acteurs locaux porteurs de projets de transformation sociale)

- et la verticale (celle des institutions, en l'occurrence les institutions locales) dans un contexte d'incertitude.

Cette problématique n'est pas sans écho avec ce qui se passe en France





2. Le 2 juillet 2013, en quoi les R2R intéressent Khadija Sana Aïcha Fouzia Laïla ?

- Disposer d'un espace de réflexion critique et en réseau.
- Trouver des concepts et des modes d'action pour mieux vivre au Maroc
- Travailler ensemble sur des questions telles que :
 - Les luttes féministes ont-elles pour but l'émancipation des femmes ou s'agit-il pour les femmes d'être dans des rapports de pouvoir hommes-femmes, et de servir la scène du

Le temps des femmes est symbolique du dispositif, modulable dans sa forme, ferme sur ses principes, que nous avons mis en place pour la Rencontre entre les 2 Rives: une première rencontre est suivie de la participation à la manifestation des femmes marocaines « ici et maintenant »



pouvoir ?

- Comment une femme peut-elle agir dans un environnement aussi difficile ?
- Croiser les regards entre les deux rives : comment les femmes sont-elles vues dans leurs combats de l'autre côté de la rive.
- Bénéficier de regards croisés de chercheurs en Sciences Humaines sur le combat des femmes pour leur autonomie et leur épanouissement, les actions et les stratégies.
- Faire des confrontations transverses y compris avec des dirigeants.
- Partager les expériences réussies, identifier les leviers, comprendre ce qui marche ou non, et pourquoi ?
- Réfléchir ensemble au fur et à mesure de l'action.
- Agir ensemble Maroc-France sur certains points.

Elles proposent des objets qui font échos des deux côtés de la Méditerranée

- **Le Développement Durable** : c'est vraiment un objet commun, de savoir comment on peut agir sur le plan local. Le développement durable est un phénomène global. « Quand on n'a pas d'action sur un plan global, on doit agir sur le local. »

- **Genre et territoire, politique de la Ville** : on ne peut pas imaginer la ville de demain sans penser la place des femmes explicitement. Les femmes sont au

centre de tout car elles s'occupent de tout sans être reconnues. Il faut penser en termes de genre, explicitement. Intervenir à un genre aussi, intervenir n'est pas neutre. Le débat sur la parité.

- **Relation Nord-Sud** : action solidaire transnationale



pour les droits humains. On manque de « locomotives » pour pouvoir développer le co-développement.

- **Penser l'action** : quels dispositifs, capables de garder les dynamiques, travailler les énergies ?

- **Le printemps arabe** : la constitution marocaine est hyperprogressiste mais non appliquée, et le régime actuel la vide de son sens. Cela appelle à une réflexion sur la stratégie des féministes marocaines (par la loi).

- **Mondialisation et globalisation** : réfléchir à ce qui se passe et se joue globalement au niveau mondial, comprendre les mouvements d'ensemble.

Elles emmènent les Françaises à Jossour

La veille des R2R, a lieu une rencontre organisée par Jossour. La nouvelle constitution un an après : quelle mise en œuvre pour les droits des femmes ? Cette réunion fait gagner beaucoup de temps aux Françaises dans la compréhension de la situation et de la place des femmes au Maroc. Le mouvement féministe existe depuis 1985 au Maroc, mais il est présent dans les partis depuis 1940. L'action des féministes a d'abord porté sur un travail social. À partir des années quatre-vingt-85, retour au politique. Des lois progressistes existent au Maroc concernant la place de la femme dans la société marocaine. Depuis 2009, beaucoup d'associations locales se sont créées. Un projet « la réparation communautaire » existe. Il s'agit de se donner les moyens de changer l'image de la femme au Maroc. Les féministes ont précédé et accompagné les printemps arabes. Mais en 2012, nous sommes dans un contexte de grave remise en cause du Printemps Arabe. Les féministes

disent avoir pris une grande "claque dans la gueule" suite aux élections. Elles ressentent désormais la peur de ce qui va arriver : "après l'espoir, le désespoir". Leur réveil et remobilisation sont dus à une affaire tragique qui porte le nom d'une très jeune fille :

"Amina", violée mariée ensuite de force à son violeur, comme si cela réglait le problème ! Elle s'est suicidée... Les désaccords s'expriment au fur et à mesure de l'après-midi. Beaucoup de contacts sont pris. Nous les invitons aux R2R qui pourraient offrir un espace où s'analysent les désaccords, où l'on peut partager une réflexion critique sur les actions passées, et analyser leurs résultats.

Le 3 juillet, journée R2R consacrée à la place des femmes dans la transformation de la

société marocaine

Caroline Kohler et Christiane Gilon, aidées par Catherine



David, proposent un dispositif en deux cercles (interne et externe).

Sont présentes dans le cercle interne :

Khadija, Sana, Aicha, Fouzia, Sanae, Khadija, Hakima, Laïla

Sont présentes dans le cercle externe :

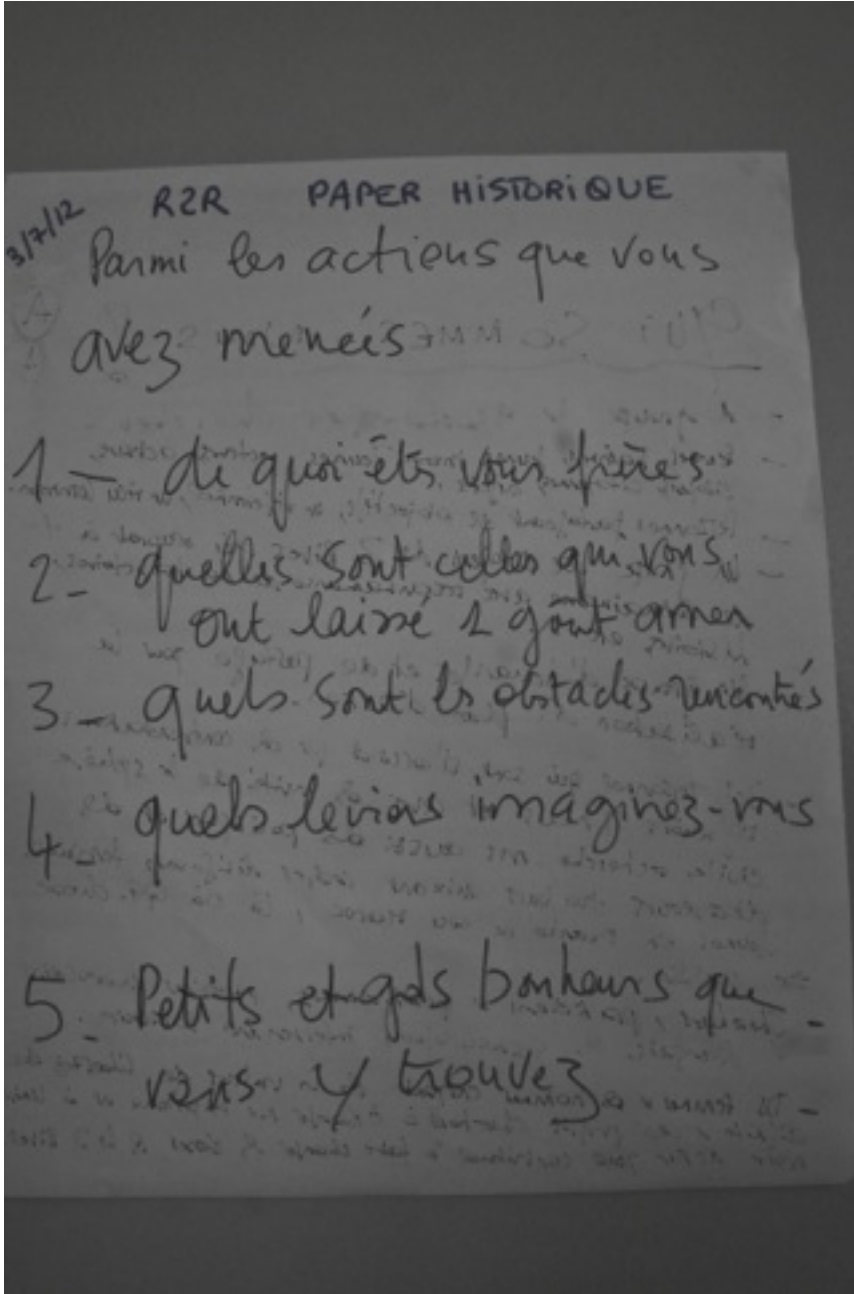
Jamal, Sophie, Ali, Patrice, Annie Charlotte.

Des personnes venues participer au congrès international de l' AISLF sont présentes : Lise, Marianne, Florence, Jean-Louis.

Donc deux cercles et une consigne que Jamal considère comme "le marqueur de la fondation des R2R".

Voici la consigne :

LA CONSIGNE



La parole du cercle interne

Elle est immédiatement coupée par l'intervention d'une sociologue qui demande qu'on éteigne le magnéto ou bien qu'on s'explique sur ce qui sera fait de cet enregistrement. " Si on veut une parole libre, ça se discute, ce n'est pas neutre, cela va avoir des effets".

Patrice Ville explique qu'il a mis sans se cacher et bien en vue le magnéto, pour tracer la parole des acteurs, ceci sans en parler aux organisatrices. Christiane explique que si un texte est écrit, il sera soumis à la validation de tous. Mais c'est l'idée d'être plus précis et plus libres.

Caroline dit qu'il faut poser la question.

Ali : Oui, on est au Maroc. Jamal aussi trouve qu'il faut poser la question.

Khadija : bien sûr, c'est une question d'éthique, mais on ne peut travailler sans traçabilité, et c'est mieux de demander l'accord.

1. De quoi sont-elles fières ? De leurs actions

Passer de l'idée à sa concrétisation, mettre en cohérence ses valeurs et son action, bâtir une des constitutions les plus avancées, changer le code de la famille, lancer les grands chantiers de réforme au plan national, changer les textes de loi et imposer que la planification stratégique intègre le genre au plan local, agir pour le développement démocratique et citoyen, articuler le national et le local, coordonner l'action féministe avec d'autres mouvements et inscrire la parité dans les objectifs partagés ; développer la solidarité avec les démunis ; mener un projet de développement local ; ouvrir une école aux filles ; être à l'écoute de la souffrance et aider ; par l'action participer au développement du Maroc ; créer un réseau et pouvoir y rencontrer les autres y compris au plan international.

Apprentissages informels

Voir que l'action menée produit des effets ; réussir à changer le regard des hommes ; découvrir sans cesse, découvrir son ignorance personnelle, apprendre soi-même en étant poussée par les personnes avec qui on agit du fait des questions qui sont posées dans l'action.

Analyses élaborées

Déconstruire les rapports de patriarcat (la souffrance des femmes dans notre société) et de pouvoir au sens de



l'éducation et l'école publique sont en difficulté grave, il faut commencer par revoir l'éducation des enfants.

Les associations font le travail de l'État, c'est aussi un problème. Des associations françaises ou internationales commencent à parler de spécificité de la religion alors que les associations marocaines se basent sur la laïcité et ne se retrouvent pas dans ces prétendues "spécificités" culturelles et religieuses, elles veulent l'égalité des droits humains, les

Derrida et Foucault, et montrer que cela est vrai aussi dans la société occidentale (les philosophes occidentaux ont nié et exclu la femme).

femmes portent sur leurs épaules la société.

La globalisation est mal gérée ! C'est ça le travail des Deux Rives : "car on vient ici et on juge, mais il y a tout un travail pour comprendre ce qui se passe dans les sociétés, il faut se poser les questions crument sans se voiler la face !! Il ne faut pas masquer ! Pas passer la pommade sinon le dialogue est impossible ! Déjà ici les Marocaines parlent français, apprennent les langues, mais les Français ? Ils ne parlent que le français. Comment échanger ? Comment arriver à la citoyenneté planétaire ?".

2. Amertumes et obstacles

*Comment travailler les **phénomènes de rivalité non gérés** qui tuent les actions ; la **résistance patriarcale**, les résistances des hommes, la mentalité masculine qui est très difficile à changer " car l'homme veut diriger et on rentre facilement dans de vrais heurts "; la **résistance des partis politiques**, et en particulier l'absence de solidarité des femmes politiques, quand les partis ne respectent pas les lois (exemple : la liste de discrimination positive). Les partis se focalisent sur la distribution des places "en s'asseyant sur la parité" (Khadija exprime sa colère). Malgré le travail accompli, il reste un problème de misogynie, de sujet, un problème d'identité, de schizophrénie que l'on vit avec ce régime des islamistes, et il est difficile de travailler les questions de patriarcat et de sexualité au-delà d'un cercle de militants et d'étudiants : les avancées ne touchent pas toutes les couches sociales. Il y a la **résistance des femmes elles-mêmes**. La manière de voir la religion, une religion que l'on suit au lieu de suivre des valeurs. La rivalité entre femmes, la différence entre femmes (exemple pointer la différence de vêtements) est une arme utilisée pour créer des frontières entre les femmes. La religion est utilisée contre la constitution.*

*Il y a un **manque de démocratie interne** au Maroc. Il n'y a pas de partage ni d'échanges, la société est très individualiste, il y a comme un combat contre le savoir. Le problème de formation continue ; l'absence d'équipements collectifs qui cantonne les femmes aux tâches ménagères ou des emplois sans ambition ;*

3. Les leviers

*Il n'y avait plus de temps pour en parler ! Ils sont juste évoqués. Être reconnue et soutenue par **certains hommes** dans l'action. Le dialogue, la sincérité, l'action. La conviction. La vulgarisation des lois, les ponts avec les associations et les lois. L'éducation. L'application des lois. Les media et l'image donnée. Le débat sur la laïcité.*

La parole du cercle externe

Le cercle interne débat depuis 1 h 12 min, il reste exactement 1h et 12 minutes avant le déjeuner et le départ vers le colloque AISLF en tramway. Il y a la pression du temps, il faut arriver à l'heure au Congrès Universitaire...

Caroline demande au cercle externe : comment avez-vous vécu ce moment-là ?

La violence dénoncée

La sociologue exprime le sentiment "d'avoir été au zoo, les animaux de foire". Films et photos : "pratique choquante"; "des gens debout autour"; "des interruptions car le temps

passait"; des bruits de chaises... "Alors que ce qui se disait était très intéressant : " merci d'avoir pu exprimer autant de choses intéressantes, malgré un contexte que j'ai vécu comme très violent". Elle est "gênée par cette situation". " Pourquoi vouloir absolument tenir le cadre, la rencontre aurait dû aller plus loin, c'est frustrant, il fallait une temporalité différente pour aller au bout des consignes données".



Patrice pense qu'il faut parler du dispositif ailleurs et dans un autre cadre.

Il a été frappé par la dimension énergie vive des échanges, une force et une énergie que l'on ne ressent pas en France.

Lise : elle a été surprise par le cadre proposé, mais le trouve en même temps intéressant par la richesse et la densité des informations qu'il a permis de donner. Un groupe clos et ouvert à la fois. On aurait dû avoir plus d'informations avant, dit-elle. Elle souligne l'intérêt sur le fond des questions des femmes. Elle travaille comme chercheuse sur les violences sexuelles et le rapport aux lois pour faire progresser. Cela lui paraît essentiel de faire ce travail au niveau mondial. Elle intervient sur le sujet dans des forums sociaux sur l'émancipation, la liberté de circulation des femmes, les violences et l'impunité des agresseurs.

Jean-Louis : il ne parlera pas de forme, "on en parlera ailleurs", dit-il. Sur le fond, il s'agit de l'invention d'un nouveau chemin démocratique. Il faut des lois, mais elles ne sont pas suffisantes en elles-mêmes, elles se heurtent à des problèmes d'application, et ne peuvent trouver une effectivité égalitaire que s'il y a une poussée de la société civile (rôle des associations). La responsabilité du changement ne peut être confiée seulement à des partis et des représentants, mais elle doit articuler ces représentants à des formes de dynamique dans la société. Ceci n'est possible que s'il y a

des changements économiques, c'est-à-dire des processus de développement local qui nous permettent de retrouver des formes de maîtrise de l'action individuelle et collective à travers des modalités économiques non pas prédatrices mais au service des territoires. Cela renvoie à ce qui se dit et se vit dans d'autres lieux, conclut-il.

Ali : il revient sur le cadre, et dit : " j'ai apprécié cet exercice, car c'est comme s'il y avait eu la parole marocaine et la méthode française". Il souligne la difficulté des militants marocains dans les années 70 de passer d'un discours à sa transformation dans des dispositifs. Pour lui, ce cadre a permis

une parole extrêmement riche. L'alternance des temps est intéressante : "si, au Maroc, il n'y avait que des femmes dans un des cercles, et des hommes dans l'autre ? On peut transposer ce dispositif sur la question de faire travailler hommes et femmes au Maroc, où la parole n'est pas si évidente, il manque beaucoup de mots, les émotions ne sortent pas facilement". Cet exercice mérite qu'on s'y arrête car par l'effet même de ce dispositif on est en train d'inventer quelque chose. Dans les années 70, il se souvient combien il était difficile de faire venir des femmes, des pères luttèrent pour empêcher leurs filles de sortir participer à ses ciné-clubs.

Il souligne comme Patrice l'énergie des propos tenus, il ne la retrouve pas chez certains militants marocains hommes. Il a aussi été traversé par des images de poésie en les écoutant, et s'est dit "pourvu qu'il y ait plus d'amour, moins d'atrophie de la relation femmes-hommes, qui passe beaucoup par des relations de pouvoir". Ali pense que les hommes en souffrent aussi et que c'est à travailler.

Jamal : il est touché par le fait de créer un espace préservé pour donner la parole aux femmes, il estime cela très important, et comprend que cela choque. C'est choquant de protéger l'espace, cela provoque des choses, mais aussi des bonnes choses. "Comme marocain, j'ai été marqué par les expériences de Sana se battant pour que les femmes

puissent aller à l'école (il est très ému et pleure). Il y a des résonances en moi, quand j'étais dans la médina où c'était difficile pour les filles d'aller à l'école. La colère de Khadija qui s'est battue pour la constitution qui aujourd'hui n'est pas appliquée, j'ai vu cette colère monter, et je me suis dit que depuis 30 ans je n'avais pas entendu cette colère politique.



Entendre cette colère, c'est aussi la raison pour laquelle il faut créer des espaces comme celui-là... Même les partis de gauche ne jouent pas le jeu, la bagarre pour la démocratie ne s'arrête pas, il faut lutter sans cesse. Je suis aussi frappé par le fait que les associations fassent le travail de l'État, mais ce travail est nécessaire.

Jamal insiste sur le fait que le **dispositif a permis de porter ce regard sur les femmes et a permis que les femmes marocaines soient regardées.**

Patrice rebondit : il fait le lien avec Henri Lefèbvre, sensible à l'analyse de la vie quotidienne, sensible à l'articulation entre le global et le local. Les femmes mènent parallèlement des combats directement institutionnels, des interventions locales, sur l'école, en un temps ultracourt, elles nous ont donné à voir l'ensemble des champs dans une articulation entre le politique et le quotidien.

Jean : il souligne que, quand il y a une réunion mixte, les hommes parlent plus que les femmes. Il tient à signaler que lui n'a pas été spécialement choqué car il était au courant, mais quelqu'un d'autre est parti à cause de ça. Mais l'idée était de protéger la parole des femmes marocaines sans risque d'être interrompues par les Français, hommes et femmes. Mais il peut paraître choquant car des fois en France il est utilisé pour observer des gens, et les prendre pour du matériel à observer.

Annie-Charlotte s'associe à ceux qui ont été choqués par le dispositif, pas tant le dispositif en tant que tel, mais le fait que la parole est fragile, il faut des conditions pour la parole, or plein de choses ont parasité. D'autre part, Annie Charlotte pense que cela a été moins choquant pour les Marocaines, "

car elles sont en relation avec nous depuis la veille et des relations de confiance ont été instaurées".

Florence : dit que ce n'est pas le dispositif en soi qui l'a gênée, mais la manière irrespectueuse dont il a été parasité. Elle a été touchée que les femmes aient pu dire : je suis fière. Affirmer leur engagement avec énergie était touchant. Ce n'est ni partout ni tout le temps qu'on peut dire : je suis fière d'être acteur d'un changement. Je n'en suis pas restée à ma gêne. J'ai pu écouter la colère qui monte comme un chant, ce qui est très culturel et très touchant.

Sophie : elle a trouvé le dispositif très fort, permettant de parler et d'être regardé par l'autre. Elle souligne que, vivant avec un Marocain, ayant des enfants franco-marocaines, elle peut témoigner que c'est très puissant de parler en étant écoutée et regardée par des hommes. Le dispositif a touché directement ce préjugé-là. De là, sa puissance. Cela crée un effet de transparence et d'intimité qui constitue en soi un enjeu dans la société marocaine car cela touche à la question du sujet et de pouvoir s'affirmer, affirmer sa différence, y compris culturelle. Le regard sur la femme est un enjeu très fort dans la société marocaine : se cacher, ne pas se cacher. Il faudra creuser cela. Par ailleurs, elle souligne que la femme d'emblée pose toutes les questions : éducation, santé, partage du pouvoir... Elles sont en charge de toutes les dimensions éducatives, économiques.

Quels sont les points clés de cette expérience ?

Ali : « Beaucoup de choses résonnent par rapport à la question de la femme. Et particulièrement la question du sujet individuel et musulman. J'ai des fois du mal à reconnaître le Maroc que j'ai quitté. La présence des femmes voilées dans l'espace public est un point marquant pour moi. Ali évoque sa difficulté à vivre la présence du voile compte tenu des luttes féministes menées dans les années 70. Il dit que ça le renvoie à la question de l'image de l'homme, l'homme arabe, comme si tous les hommes étaient des prédateurs dont il faudrait se cacher. Comme s'il y avait presque un changement anthropologique. C'est le retour de quelque chose qui consolide des hiérarchies. » Ali alors se retourne vers les femmes en leur demandant quel regard elles portent là-dessus. Il dit que les hommes sont parfois soupçonnés et qu'il faudrait que les femmes se protègent. C'est aussi leur façon de protéger leur liberté. « Si la femme est comme ça alors moi, je suis comment ? Si elle me donne ce signe-là... je peux communiquer comment... Ça jette un trouble »

Nehza : « J'ai vécu ça. Ça a commencé dans les années 2000. Au début il y a un refus et puis après on vit avec. On accepte, on se dit : c'est son choix. » Ce n'est pas parce qu'elle vous (les hommes) vit comme prédateurs mais parce

qu'elle a une certaine lecture de sa religion. On accepte mieux et il y a un certain respect de sa liberté. Et par la suite j'ai parlé avec ces femmes et c'est rentré dans le quotidien. Après on peut bien sûr se demander comment elles vivent ça. On observe une dualité. Juste une dernière chose : on ne peut pas dire qu'on assiste à un recul.

Patrice revient sur le dispositif. Au CIRFIP, pendant les colloques, enregistrer n'est pas un problème. Ici, parce qu'on est avec des marocains, il ne faut pas les enregistrer, ne pas les observer ! Ça me touche personnellement. On m'a demandé de faire des photos, d'enregistrer.

Florence dit qu'on n'a rien demandé pour les photos. Que ça n'a rien à voir avec le fait d'être au Maroc...

Fouzia revient sur le fait que la relation de confiance s'est établie la veille. Elle n'a pas vécu cela comme violent. Le développement de nos actions s'est fait hier. On entend et on écoute l'autre. Elle dit que les expressions ont été très riches et que ça fait résonance entre les deux cercles. On est dans la découverte et dans la rencontre entre les 2 rives. « En France je suis une femme plutôt politisée. Ici je suis prudente parce que j'attends de comprendre le contexte pour ne pas me faire piéger... Ce qui m'enrichit c'est de découvrir toutes ces femmes à leur place différente : l'infirmière psychiatrique qui nous dit qu'on considère le malade mental comme sujet. C'est un vrai progrès dans la société marocaine. Voir des femmes linguistes, politiques engagées... ça se diffuse dans la société qu'ils le veulent ou non. On peut s'entraider, mener des combats ensemble, mener une politique au service de l'humain. Ici, il y a des politiques nationales qui vont dans ce sens. Il faut saisir toutes les opportunités, petites, moyennes, grandes. Tout est langage, tout est engagement. Tous les espaces de parole sont à prendre.

Khadija évoque la question vestimentaire. Une femme voilée l'est politiquement. C'est ça le problème. Personne ne disait à la montée des islamistes qu'on n'attendait pas ça. Les islamistes ont fait un travail fabuleux depuis 30 ans. Le grand problème, c'est la femme voilée islamiste. C'est ça le chagrin. On a milité pour que les femmes accèdent aux postes de décision, on était minoritaires en ce temps-là. On discutait ferme dans les mouvements féministes. Les autres féministes disaient que le combat c'était l'économique, le social... L'accès au pouvoir, l'accès aux ressources. La question de droits indivisibles et universels. Le socle de la loi, c'est que ça doit être une loi égalitaire. On a milité pour que des femmes soient responsables, accèdent aux postes de décision. Il y a un grand débat national sur la question de code pénal. Ils ont intégré quelques amendements. Mais c'est une loi inégalitaire, discriminatoire. Une femme doit saisir l'opportunité politique. On ne l'a pas saisie. On a eu peur. Nous appartenons à des partis de gauche. Les premières organisations féministes sont issues des partis de gauche. En



1993/1997 ce sont les pionnières qui ont quitté les partis politiques. La question des femmes était pour les partis secondaire... »
Nous, on a besoin de sociologues qui ont la distance pour comprendre ce qui se passe...

Le printemps démocratique... pas le printemps arabe. Est-ce qu'on peut construire une démocratie où il y a des femmes opprimées ? Il y a des regards qui sont pleins de stéréotypes... Réfléchir autrement... au niveau local... créons réellement des citoyens du monde. Rendons à l'autre ce qui lui revient.



Le problème du regard de l'homme. Travaillons sur nous-mêmes... Déconstruisons d'abord avant de construire...

Nehza : Elle est membre des femmes chefs d'entreprise au Maroc. Il y a un gros travail à faire sur nous, femmes marocaines. S'il y a des regards prédateurs dans la rue, il y a des femmes voilées. Nous femmes nous y sommes pour quelque chose. Quand nous rencontrons des femmes dans des grandes écoles, elles sont à 90 % pour créer des entreprises. Quand elles sortent de l'école, elles ne sont plus que 10 %. Où sont-elles passées ? Il y a le regard culturel. Les diplômées et celles qui cherchent un bon mari. » Elle décrit alors son projet incubateur qui s'adresse à des femmes qui veulent créer leurs propres entreprises. « Elles mendient pour en trouver... Le poids du culturel... Il y a une évolution, oui... mais y a ce regard... Y a quelque part une femme qui l'a formatée ce regard. J'ai eu une mère exceptionnelle et un père très respectueux... et je me révolte dans la rue quand un homme manque de respect à une femme. J'ai eu beaucoup de chance. ». « À Casablanca, on est allées vers les universités. Pour donner envie, pour montrer qu'il y a une

autre voie. Si la femme n'investit pas le champ économique... basta !

Catherine : Ce qui me choque, me fait peur c'est le Nikab...

En France aussi, dans le XIX^e arrondissement. En France y a plein de voiles différents...

Je me suis dit en arrivant au Maroc : Qu'est-ce qu'elles sont érotiques avec leur voile...

Attention qu'on n'ait pas une vision discriminatoire face au voile... Comme Jean-Louis Laville elle souligne l'importance de lier le champ économique avec le champ de la démocratie.

Jamal propose pour l'après-midi un partage des femmes sur leurs pratiques économiques et la difficulté peut-être d'accompagner les femmes. De la difficulté des pratiques démocratiques. Et aussi le côté citoyennes du monde. Et aussi une parole sur la question du sujet qui est posée par le voile et donc la femme propriétaire d'elle-même la question du patriarcat. La religion c'est une affaire personnelle, la politique c'est l'affaire de tout le monde... Parler de la laïcité.

Florence remercie : Il faut un temps de parole et d'écoute pour interroger son regard. Ça m'invite à continuer. En France ce n'est pas réglé non plus dans les écoles d'ingénieurs, ça progresse un peu. On a intérêt à se soutenir. Quelque chose qui nous relie. Et puis aussi reconstruire nos lunettes. Nous nous faisons une idée des printemps arabes avec des lunettes à reconsidérer.

Ali fait une proposition concrète : le dispositif. Comment on met en place un dispositif. Penser ensemble le dispositif. Comment on conduit sans taper dans la résistance, comment on construit en analysant la résistance, comment on la transforme. Comment on construit de l'horizontalité ? Quel partenariat dans la durée ? Comment créer des accords consensus ? Comment on travaille sur le mental ?

L'Après-midi à l'AISLF

Christiane explique que la proposition R2R comme dispositif de recherche-action, correspond à une attente. Il y a un besoin de partage d'expressions, de croiser des regards, de comprendre, d'avoir le point de vue de chercheurs, de sociologues. La veille un point a été fait sur la loi, la constitution avant-gardiste qui ne fonctionne pas. Si on veut croiser les regards et agir ensemble il faut avancer sur le concept de co-développement. Si on ne pense pas ensemble on est dans une impasse.

Penser ensemble permet de mieux comprendre la mondialisation.

Il y a un lien entre l'économie et le chemin de la démocratie. Poser la question des femmes, c'est être au croisement de tout. Comment peut-on penser la démocratie en excluant les femmes ? Il faut oser se poser la question du genre. Ces questionnements ne sont sans rapports avec les nôtres, de l'autre côté de la Méditerranée...

À la question posée par un participant au CR : « *C'est quoi votre bordel ?* » Ali répond : « C'est la création d'un espace pour penser sa pratique et pratiquer sa pensée. Un espace pas facile à penser, pas facile à mettre en place. Il faut inventer un dispositif. Le militantisme a ses limites. Il se heurte à des murs. Il faut penser le dispositif. Il cite un ouvrage : « Femmes, Économie et développement ». Les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire sont à 80 % des femmes. Comment des dispositifs inventés au Sud peuvent-ils nous apporter quelque chose à nous au Nord ? Exemple : les incubateurs au Brésil. On ne peut pas penser l'économie populaire comme on pense l'économie marchande.

Fouzia insiste sur la nécessité de faire des ponts. Elle évoque sa double culture.



Khadija pose la question du « comment agir ? » Il nous faut penser et réfléchir ensemble. On ne l'a jamais fait, dit-elle. « Le danger au Maroc peut avoir des effets en France et ailleurs. Il ne s'agit pas seulement de se rencontrer « au hasard » de colloques, de congrès... Il faut s'ouvrir, réfléchir. Pendant le printemps démocratique, que s'est-il passé ?

Le Maroc a ratifié des lois internationales, a donné une image du Maroc positive. Mais il y a un vrai risque pour la démocratie. « On doit partir de zéro » dit-elle. « Le fondamentalisme a mis 30 ans pour arriver au pouvoir. En tant que citoyen du monde il faut réfléchir ensemble pour que ça s'arrête. Et que ça ne se propage pas. » « Il faut créer d'autres formes de pensée. »

Aïcha travaille en Agora une fois par mois. Il faut, dit-elle, relire ensemble, revoir ensemble, l'histoire de la société, toutes ces choses qui nous échappent. » « On a le matériau mais on n'a pas la méthode pour en faire profiter tout le monde.

Le lendemain, le 4 juillet...

Des femmes dirigeantes participent à la deuxième rencontre, portant sur les cadres dirigeants. Elles sont à la fois femmes ET dirigeantes. La question du genre aura été la question de la journée du mardi 3 juillet. La question de la compétence sera celle du mercredi 4, que l'on soit homme ou femme. On entendra même Lamia nous dire sa fierté à ne pas être vue comme une femme mais comme une personne compétente !!!! « *Une femme qui a le pouvoir se masculinise* » dira-t-elle...

Jeudi 5 juillet, après-midi.

Les questions à travailler cet après-midi sont :

- 1 : Comment avez-vous vécu ces temps de rencontres ?**
- 2 : Qui sommes-nous ? Que voulons-nous faire ? Est-ce un démarrage ? Ou rien ? Que peut-on construire ensemble ?**

Fouzia : « *J'ai bien vécu ces 4 jours. J'ai gagné un temps fou. J'ai pu, grâce à ces 4 jours être dans le réel. J'ai fait un voyage. Je ne connaissais pas le contexte marocain des femmes. L'invitation à la rencontre de Jossour a amené d'autres rencontres. Ça m'aide à avoir un regard un peu plus juste.* »

Sana : « *J'ai bien aimé. J'ai tissé de nouveaux liens. Ça m'a permis de sortir de la routine. Il y a eu du respect, de la tolérance, de l'empathie.* »

Khadija : « *Je fais déjà partie d'un réseau « Maroc-Turquie-Iran-Belgique. » On a construit ensemble, on a mis en place un dispositif en concertation, en progression. Ça a marché parce que tout le monde a créé le réseau. On a travaillé ensemble pendant 4 ans. On a arrêté maintenant. On va construire, oui. Mais*

ensemble. On a senti qu'on n'était pas dedans. Que c'était votre projet. »

Lamia : « Je suis contente d'avoir pu participer. Je ne connaissais pas les objectifs de ces rencontres. Je ne sais pas si vous allez ouvrir votre groupe. Est-ce qu'il y aura d'autres rencontres ? En France ? Avec des femmes marocaines ? Avec des dirigeants marocains ? Avec des jeunes français ? »

Soraya : « Quel est l'objectif ? C'est un peu en construction... On a entendu des témoignages. On a eu des échanges. Je me suis enrichie personnellement. C'est mon deuxième pays, le Maroc. Je me suis aussi enrichie pour mes débuts d'intervenante. »

Catherine J'ai pris le train en marche. J'ai découvert des pratiques, des collègues. J'ai envie que ça continue. J'ai vécu un moment vraiment important. »

Caroline : « Jusqu'au dernier moment je n'étais pas sûre que ces rencontres puissent exister. Je suis venue pour découvrir, pour rencontrer. »

Annie-Charlotte cite Machado : « Le but est dans le chemin ». Il y a une pluralité d'enjeux. Si vous êtes là... malgré le manque d'enjeux... Notre groupe n'est pas si

constitué que ça... On est... psychosociologues, sociologues, on a des désirs, on est aussi des citoyens. En allant voir l'autre comment on peut réfléchir autrement chez nous... On a du réseau (au sein de CIRFIP) mais on n'a pas de réseau avec le Maghreb. On a été très touchés par le printemps arabe. La question de la coconstruction... Si ce n'est pas de la coconstruction... On est venus... On est venus avec un espace suffisamment vide... On avance en réfléchissant. »

Sana : « C'est le regard du praticien pas de l'homologue. »

Khadija : Qui sommes-nous ? Que voulons-nous faire ensemble ?

C'est alors qu'un groupe dit « Comité de constitution du réseau » se crée.

Des tâches sont attribuées aux membres... Un réseau se constitue... À suivre...



Le temps des cadres dirigeants

Texte rédigé par Jamal Lamrani et Abdelaâli Laoukili

Le choix de la thématique :

Le choix d'un travail avec et sur les cadres dirigeants au Maroc a été motivé par les éléments suivants :

- comprendre et analyser l'évolution des élites au Maroc en termes d'origine et de trajectoire sociale et professionnelle, points de similitude et différences avec celles d'avant.
- connaître les pratiques, les rôles et la façon d'exercer l'autorité de la nouvelle élite : en quoi elles constituent une continuité ou une rupture avec les anciens, quels en sont les déterminants sociaux, familiaux et personnels ?
- favoriser des échanges autour des déterminants et des pratiques des cadres dirigeants en vue de contribuer à l'émergence et à la consolidation de pratiques plus innovantes, plus efficaces et plus démocratiques.

La journée de rencontre :

L'organisation de la journée a été faite en deux temps :

- la matinée : rencontre avec les CD dans l'espace des R2R
- l'après-midi : poursuite de l'échange dans le congrès de l'AILSF, unité de recherche sur l'économie sociale et solidaire, dirigée par Jean-Louis Laville.

La matinée :

Le groupe des cadres dirigeants était constitué de 5 personnes : trois chefs d'entreprise CD2 (activités de textile), CD5 (Agence de Marketing) qui a rejoint le groupe à la fin de la matinée, CD 3 (société de conseil en RH), la directrice au ministère des Affaires Étrangères (CD1) et une chef de service au Commissariat au Plan (CD4),

Les autres participants, en plus des membres du groupe fondateur des R2R, avaient un rôle d'observateurs et de commentateurs des témoignages des cadres. Y participaient un psychologue consultant marocain, une enseignante universitaire de psychologie sociale, un intervenant auprès d'organismes internationaux de coopération et d'ONG au Maroc, les participantes à la journée des femmes de la veille.

Introduction

Jamal et Ali ont animé les échanges.

Dans l'introduction Jamal, souvent interrompu par l'arrivée des participants et le déplacement des chaises pour laisser de la place, a insisté sur :

- l'histoire du projet, le lien avec le CIRFIP, le besoin d'élargir l'intervention psychosociologique au Maroc ;
- l'espace des deux rives qui va se construire à partir de la participation des uns et des autres et de leurs pratiques ;

- son histoire personnelle, formé à l'ISCAE à Casablanca avec d'autres cadres dirigeants présents (CD2, et CD 4), leur rêve de départ de vouloir changer la société et l'envie actuelle de savoir ce que ces rêves sont devenus, tout en souhaitant reprendre lien avec ces rêves.

Après le tour de table de présentation des participants, Ali a précisé que le projet a commencé en septembre 2011, que ce n'était pas évident d'organiser les choses à distance (entre le Maroc et la France), d'autant plus que les uns et les autres travaillent : « Il y a des choses que l'on avait prévues mais qui ne se sont pas déroulées comme prévu »

Il a rappelé les **objectifs du projet**, en précisant les deux notions « Rencontres » et « entre les deux rives » :

- **RENCONTRES** : un espace dans lequel peuvent se rencontrer des chercheurs, des acteurs sociaux, des intervenants spécialistes de l'accompagnement, des deux rives pour :
 - avoir un regard sur les pratiques d'intervention des cadres dirigeants et permettre un échange dans ce sens entre les chercheurs, les intervenants et les professionnels
 - contribuer au changement social globalement, au changement des pratiques de conduite des hommes et des femmes et d'exercice de l'autorité en particulier, en lien avec le contexte actuel et ce qui se passe dans le monde arabe ;
- **faire la jonction entre le savoir, la connaissance, notamment celles des sciences humaines, et le monde des institutions et des organisations** : comment permettre un éclairage par la connaissance et les capacités d'analyse et de réflexion, sur les pratiques et le fonctionnement des institutions ? permettre ainsi des dispositifs d'intervention plus efficaces et innovants...
- **entre DEUX RIVES** : « on a été colonisés en tant que marocains, et bien sûr on connaît cette ambivalence fondamentale, la science, la tradition, la modernité, ce sont des thématiques qui traversent les débats et la société plus globalement, mais l'idée est de créer une contribution, plus spécifique et originale des sciences humaines qui ne sont pas toujours très présentes dans le débat politique, économique et social... Dans le Sud il y a des choses qui se font, c'est aussi un creuset de savoirs, d'expériences qui se font plus ou pas du tout dans le Nord... Donc il n'y a pas, d'un côté, ceux qui savent et, de l'autre, ceux qui ne savent pas mais plutôt un espace de partage et d'apprentissage mutuel... ».

Première partie :

La consigne pour démarrer la discussion entre les CD était la suivante :

1. expériences et pratiques réussies dont vous êtes fier(e)s
2. celles qui vous ont posé problème ou laissé un goût amer
3. questionnements et attentes par rapport aux R2R.

Les autres personnes présentes avaient une fonction d'observateurs et devaient suivre la consigne suivante pour le débriefing ensuite :

« Qu'est-ce que vous avez entendu et quel regard d'homme, de femme, de chercheur(se), de Français(e), de Marocain(e), de sociologue, de psychosociologue, portez-vous sur ce qui a été dit par les cadres et sur leurs actions ? »

Les actions dont vous êtes fiers ?...



CD1 :

Je gère la politique culturelle marocaine dans le monde. Je suis diplomate.

Le poste de directeur est un poste puissant... On est l'interface de l'intervention marocaine à l'étranger, c'est un poste de pouvoir et de prestige.

Pour répondre à la première question, de quoi je suis le plus fier...? On ne m'a jamais renvoyé l'image d'être une femme... Il y a maintenant presque un tiers de femmes qui sont nommées... un phénomène de banalisation... je ne suis pas la première... ce sont les pionnières qui ont eu à en souffrir... Il y a souvent eu une suspicion d'incompétence, d'intervention matrimoniale ou de promotion «canapé».

Dans notre génération, ceci existe encore mais beaucoup moins. Les femmes sont traitées comme des hommes, Mais souvent les hommes font souvent des blagues graveleuses en présence des femmes... ils nous associent à des hommes... Une femme qui a du pouvoir se masculinise pour eux, ils ne font plus la différence... Personnellement, je n'ai jamais été confrontée à un souci, j'ai sous mes ordres des hommes plus âgés que moi, qui m'obéissent (rires

dans la salle), mais ce n'est pas le problème parce qu'on est plutôt dans une structure administrative très hiérarchisée, donc la fonction prime sur le genre, sans discussion... La diplomatie et un milieu extrêmement hiérarchisé.

Le goût amer, c'est peut-être lorsque j'ai eu à exercer mon pouvoir.

Le pouvoir, je parle sous le contrôle de mes compatriotes, dans notre société, le pouvoir n'est pas brut, chez nous, le pouvoir c'est une coagulation, ou c'est une accumulation de coefficients de pouvoir, c'est de la combinaison de pouvoirs que naît le pouvoir...

Ce qui compte chez nous, c'est l'appartenance sociale et familiale, le milieu d'où l'on vient, le clan, la famille, après l'administration, après le rang dans l'administration après le clan... le réseau dans lequel on se trouve dans l'administration, et c'est l'accumulation de couches comme un millefeuille qui fait votre statut présent... qui évolue aussi en fonction de l'évolution sociale et politique et économique... On n'est pas seulement né, on bouge en fonction de nos appartenances multiples.

Le pouvoir du dirigeant provient de sa capacité à gérer les appartenances multiples dans ses prises de décisions.

La capacité qu'on a pu développer c'est la capacité à gérer les appartenances multiples. C'est ça ici chez nous. Peut-être parce qu'on est dans une situation de société fragile. Je redeviens politologue... On est dans une situation de rareté de ressources, où le droit, l'institution ne sont pas toujours très forts... Donc être seulement ce que je suis, comme on dit dans les sociétés européennes, on doit m'accepter comme je suis, dans mon intégrité citoyenne... Ici c'est la mort assurée sociale, ça ne marche pas comme ça.

Ici, comme dans le monde arabe, j'ai beaucoup voyagé, je suis spécialiste du Moyen Orient, à chaque fois qu'on a un problème, on va se dire par rapport à quelle casquette on va le résoudre ? J'ai besoin d'un papier pour une administration, alors est ce que c'est ma famille, mon administration, est ce que ce sont mes copains, ma région, est ce que c'est le fait que je suis originaire de telle région parce que ma mère est originaire de cette région... alors peut-être que je vais utiliser l'outil syndical, peut-être l'associatif, on essaie de trouver l'outil, le levier, l'appartenance la plus opérationnelle pour obtenir ce qu'on veut obtenir, et ça parce que le mécanisme simple, le citoyen qui va se présenter dans une administration pour obtenir un papier, ne marche pas... Donc tout ça ce sont des stratégies de contournement qui demandent une activité sociale intense... Les gens souvent ne vont pas au travail... Ils travaillent dehors : Pour voir le mokadem, il faut savoir dans quel café il se trouve souvent... C'est un savoir que l'on a en nous, sans beaucoup l'intellectualisé.

C'est un savoir que nous portons en nous. Nous sommes nés avec ces appartenances et la combinaison de ces appartenances.

Les appartenances traditionnelles ne suffisent plus, les appartenances purement familiales ne marchent plus, il faut aussi de la compétence... Donc il faudrait qu'il y ait une combinaison entre ces différentes appartenances.

L'usage de l'appartenance familiale seule ne marche plus car les gens qui l'utilisent sont suspectés d'incompétence.

Ali : On entend ici à la fois les leviers et les obstacles

CD2 :

Ce dont je suis fier, c'est le parcours, je viens de « kariane L'hay elmouhamadi » un bidonville qui existe encore... les personnes qui étaient avec moi, ont peu émergé... et là de par ce parcours, je me retrouve avec un capital...

Une ville comme Casablanca, à vol d oiseau, passe de la richesse à la pauvreté... mais le plus important est d'être dans un réseau qui vous reconnaît pour votre compétence, parce que ça se voit, pour ce que vous avez fait et finalement pour ce que vous êtes.

Aujourd'hui je suis membre de la CGEM, membre de plusieurs associations... et je suis dans diverses commissions de différents ministères, où on apporte une contribution, une réflexion, une influence, du lobbying pour que certaines conditions de vie et de travail soient améliorées.

Le makhzen est dans tous les

domaines, je me rappelle au début la difficulté pour démarrer une activité d'entrepreneur, le makhzen est partout, il veut toujours quelque chose ... souvent tu es dans ton bureau et il vient chercher quelque chose pour lui ou pour son enfant... Il faut que cela cesse, par la société civile, les droits de l'homme.

C'est mon parcours qui m'a permis d'avoir ce capital. J'ai un millier de personnes dans mes usines, l'investissement technique est faible, mais ce qu'on fait est exceptionnel... car il y a une concurrence internationale très très forte sur le métier de l'habillement dans le monde, et surtout la Chine qui fait des ravages, on est amené à gérer en ayant ça dans le rétroviseur.

L'associatif : j'ai dirigé une association. Au début on était quelques adhérents et aujourd'hui on est plus de 1700 personnes.



Quand on n'a pas d'appartenance sociale proche du pouvoir c'est dans l'appartenance au milieu associatif et militant que le dirigeant apprend « son savoir ».

L'élément qui m'a permis de faire l'essentiel de mon travail c'est UNEM, c'est une grande école. Il y avait une autre dimension que la dimension pécuniaire, on avait des rêves. Dans cette association patronale on a contribué à une grande expérience militante.

L'expérience amère pour moi, est dans la pratique, deux expériences qui ont très mal fini, J'ai trop fait confiance. J'ai mis beaucoup d'année à remonter.

L'amertume c'est se faire prendre ses idées !

Un autre point important concerne les informations qu'on va donner (Atfi revient à son expérience amère), j'ai donné des informations à des personnes (j'entends en toute confiance) et à ce moment on ne se rend pas compte que quelqu'un va les utiliser pour lui-même. C'est récupéré (Atfi parle avec une émotion dans la gorge). Vous vous retrouvez en train d'apporter toute la valeur ajoutée et vous n'avez rien en échange... et là c'est amer. (Atfi parle comme s'il était trahi).

... Il y a eu des changements dans la société marocaine dans les années 70 et 80 avec le poids que l'on connaît de l'appartenance sociale et familiale. Aujourd'hui la compétence est nécessaire.

Et si le Makhzen n'était pas partout ?

Le Maroc, c'est plusieurs Maroc, le Maroc des grandes villes comme Rabat et Casa, mais parler de compétence dans un deuxième Maroc où le poids de la famille et des coutumes reste très fort... Mais dans ce Maroc c'est positif car les gens restent honnêtes. Quand on va à Ouarzazate, on monte des projets qui fonctionnent parfaitement sans avoir l'influence de ce qu'on connaît, on peut même faire du travail social, on arrive même à aller jusqu'au bout.

CD3 :

Je suis de formation universitaire en économie et en journalisme. Après le départ de CD2 de son association, j'ai repris le flambeau, j'ai essayé d'apporter ma touche.

Au début de ma carrière professionnelle, j'ai travaillé dans une usine d'habillement, 2000 personnes : zéro défaut, « just in time », zéro problème, zéro retard, l'entreprise idéale, je postule (je venais d'arriver de la fac) pour un poste de responsable planning, j'ai mon

entretien avec le patron et il me dit « vous avez le profil, mais finalement pour un responsable planning nous avons besoin d'un homme », et moi, du tac au tac, je lui ai dit « les femmes ont une incompétence génétique ? », il me répond « non ce n'est pas ça que je voulais dire... et si vous voulez démarrer on démarre ! nous avons 6 mois d'essai, pendant les six, je vais voir si vous allez m'offrir ce dont j'ai besoin », et c'est comme ça que j'ai démarré.

Une super belle expérience dans cette usine dans laquelle je voulais travailler parce que je voulais créer ma propre boîte de confection, même si elle me paie pas bien ça me permettra d'apprendre énormément. Effectivement j'ai démarré comme responsable planning : planifier dans une usine de confection de très haute gamme, c'est 1200 vestes et 2400 pantalons par jour et on avait pas le droit à l'erreur, le planning est le cœur de l'usine, tout le monde avait besoin des informations pour faire bien son travail, ça s'est très bien passé. Après, je suis passée responsable commercial. J'ai créé la première structure commerciale et ensuite le département communication interne.

Lors de mon expérience dans ce département j'ai attrapé le



virus des ressources humaines, c'est là-bas que j'ai compris la grandeur d'une bonne gestion des RH. Je suis rentrée avec l'idée de créer quelque chose dans la confection et je suis sortie avec l'idée de créer quelque chose dans les RH.

Dans l'association dans laquelle il y avait CD2, j'ai rencontré des patrons et j'ai pu confronter les idées.

Une grande fierté, quand on croit en vous, pour votre compétence, mais la femme doit prouver, plus que l'homme, sa compétence !

Dans un autre entretien pour un autre poste, on me dit « je crois en vous madame, mais c'est un poste d'homme », il me

sort la même chose ! je l'ai regardé et me suis dit : est-ce que je ressors l'argument de l'incompétence. Il m'a regardé en face et m'a dit « je crois en vous ; je vais demander au conseil d'administration d'avoir un deuxième entretien avec vous » ; c'était K.T et C. ; après cet entretien ils ont dit à A.B. (le recruteur) « vas-y, elle peut faire l'affaire ». M. K.T. est quelqu'un de bien (un participant de la salle dit « il faut préciser que c'est des profils particuliers ouverts au social »)

CD3 reprend la parole : Oui KT est un grand manager qui a une fibre militante dans l'associatif et qui est derrière de grands projets, un homme de cœur quand il s'investit, et O.C. aussi a un grand cœur.

Donc, j'ai eu un entretien avec ces deux messieurs et ils ont dit à A.B., « vas-y ». Je considère ça comme un grand acquis une grande fierté car j'ai réussi à montrer que c'est la compétence qui compte. J'ai réussi dans mon parcours à changer le regard de 4 personnes pour leur dire que ce qui compte le plus c'est la compétence abstraction faite du sexe. Dans l'association, avec la complicité de CD2 même s'il était déjà parti, on a organisé le premier salon de textile au niveau international au Maroc « Vetma » ; on s'est dit si les clients ne viennent pas c'est nous qui allons voir le client. On a commencé en étant la première association à aller chercher les clients où ils sont. Pour la première édition, on est allé à Londres, les marocains avaient des réticences à aller à Londres, les Anglais ne nous connaissaient pas et on a réussi « Vetma international ». Londres est restée dans les annales du secteur de textile au Maroc parce que nous avons poussé les marocains à leur dire que, c'est vrai la France est notre marché, ils nous connaissent et réciproquement ; mais nous il faut qu'on aille vers d'autres marchés. Il y a avait le problème de la langue, on a trouvé l'astuce, on a engagé des standardistes, aujourd'hui nous avons des facultés qui forment à l'anglais, ils ont commencé à embaucher des licenciés en anglais pour des postes de commercial, des postes de communication et c'étaient ces personnes qui étaient en interface avec les clients anglais. Sur place pendant Vetma international, on a recruté des interprètes, on a demandé aux gens de faire eux mêmes leurs cartes, tu te rappelles (CD2) même leur carte était en anglais, on leur demandait de faire même la liste de prix en devise anglaise. Quand nous nous sommes retrouvés devant les Anglais, les problèmes ont disparu des deux côtés. Quand ils ont trouvé les cartes en anglais et la liste des prix en FF et en £ : 4 pounds c'est excellent (rires dans la salle).

Et pour le deuxième salon en France, on est allé voir la RAM pour leur dire qu'on avait besoin d'un avion avec la garantie que les exposants aient leurs échantillons avec eux. Tout cela est donc une très belle histoire dans mon parcours professionnel. Et après le textile, je me suis jetée corps et âme dans les ressources humaines, consultante en RH depuis 7 ans. Quelque chose me

manquait : j'ai fait un master en RH, et j'ai découvert un article sur le coaching... j'ai trouvé une école je me suis formée au coaching, c'est là que j'ai retrouvé mon ami H. et depuis 5 ans j'interviens en tant que coach...

J'ai investi les associations, j'ai créé un espace d'échange comme celui-là pour les managers que j'ai appelé Agora où ils viennent pour parler de leur problématique managériale, c'est un espace d'Intervention.

L'amertume, c'est aussi un projet à trois que j'ai monté avec deux autres associés, ma mère analphabète m'a dit tout de suite « ça ne marchera pas », je lui ai dit « tu ne sais rien »...et ça n'a pas marché (rires), elle m'a dit à trois ça ne marchera pas ma fille. C'était dur.

Mais là je suis sur un projet de partenariat, je ne dépasserai pas deux, jamais (rire)... et voilà mon histoire... je suis contente d'être parmi vous.

CD 1 :

« On est une société en transition, les modèles d'appartenance et de circulation des individus sont aussi en transition... Votre échec est dû au fait que vous avez oublié votre savoir culturel. On ne s'associe jamais en dehors de la famille, on s'associe qu'avec son père, son frère ou quelqu'un de la famille... et comme ça quand il y a un problème, c'est le père ou le grand-père, l'oncle ou quelqu'un de supérieur dans la famille qui convoque la médiation... on ne s'associe que dans la famille. Nous (!), ce que l'on sait c'est que si on s'associe hors de la famille, hors du sang, il y aura de la prédation... avec un autre associé on s'ouvre à un risque de prédation possible, avec un associé qui dès qu'il sera plus fort que vous, il fera une OPA sur votre bien... et ça, c'est le savoir traditionnel que vous avez négligé parce que vous avez fait confiance à votre savoir moderne, vous étiez jeunes diplômés et vous êtes allés vite, plus vite que l'état de la société, et donc après ça la société vous a rattrapés et ramenés à l'ordre... et là, euh... Vous avez appris en jouant solo, vous avez dit : j'ai pas envie de m'associer avec mon frère, après la famille va intervenir... etc., parce que si votre frère



ne travaille pas vous êtes obligée de faire travailler votre frère (cité en arabe : khedmi khouk) Et s'il fait rien tu peux pas le renvoyer... Donc avec ça, les gens finissent par créer leur truc tout seuls ou avec des gens avec qui ils ont des affinités intellectuelles... Et là maintenant il y a beaucoup de gens qui se retrouvent ensemble à créer des choses, on n'est pas de la même famille, du même sang mais on est une famille et on se retrouve d'où la société civile, dans des ONG, etc. »

CD 4 :

« Moi je veux aussi parler de la pénibilité... moi je ne me considère pas comme cadre dirigeant... mais par la force des choses on se trouve placé dans une position, les gens nous regardent... Moi je considère qu'on est porté par des idées... On est constamment sous le regard de l'autre, tout le temps, qui dit que tu ne pourras pas, ça, c'est pas possible... que ce soit dans l'administration, dans le privé, c'est systématique... Ce travail à trois qui n'a pas marché, c'est toujours la société qui nous tire vers l'arrière, qui dit stop... c'est aussi de l'autocensure qu'on se fait... et ça après avec l'expérience on se rabaisse, on se calme... Il y en a qui disent qu'on devient mature... Il y en a qui acceptent, il y en a qui continuent, qui s'entêtent... Moi je fais partie de ces fous... Quand Lamia dit : soit tu acceptes, soit c'est la mort, constamment on s'entête... C'est pour ça que je parle de pénibilité. Tu crois en quelque chose, tu le portes et même si tu as en face de toi des gens qui s'impliquent dans le travail au quotidien avec toi, au fond d'eux il y a une boîte qui leur dit ça va pas marcher, ils sont pas à cent pour cent, moi c'est ce qui me dérange ici au Maroc... toi tu continues comme un fou, tu sais très bien que tu vas mourir un jour ou l'autre, d'une manière ou d'une autre, alors tu continues ».

L'entêtement au risque de la folie, pour échapper à la mort (exclusion) sociale et surtout celle du sujet et

« Moi je suis né à Figuig, dans l'Est du Maroc, on est marginalisé géographiquement... On a toujours ces liens tribaux pour être ensemble... Moi j'ai toujours refusé ça, instinctivement j'ai refusé ça... Je suis toujours allé ailleurs, j'ai fait des choses avec des gens qui pensent comme moi...

« Je suis partie en France avec mes parents à l'âge d'un an et demi. Mon père était militant politique et ça, c'est important... Il est parti à la fin des années 60... J'ai grandi en France, j'ai étudié en France, j'ai eu mon doctorat en géographie du développement, et j'ai eu toujours en tête que j'allais revenir, voir ce qu'était le Maroc... je suis revenue toute seule au Maroc. Ma famille est restée en France... j'ai trouvé facilement du travail avec mes diplômes... Je n'ai pas accepté de travailler à travers le réseau familial, et dieu sait combien j'ai de gens bien placés dans la famille. Mais j'ai préféré chercher un travail comme tout le monde, j'ai déposé mon CV... et j'ai été acceptée au Commissariat au Plan... Et là le Ministre m'a proposé la prospective... on s'est dit que l'on allait réfléchir au futur ; moi je viens ici sans savoir ce que c'était la société marocaine, et penser déjà au futur de la société marocaine, c'est complètement dingue... et là j'arrive je fonce, je ne comprends même pas ce qui se dit autour de moi.....Au bout de trois ans, je m'arrête et je me dis : bon on me prenait pour une dingue quoi... et en même temps cette question de femme, je ne suis pas une femme, toi, tu es quelque chose, tu n'es peut-être pas un homme mais tu n'es pas une femme non plus, tu n'es pas marocaine, tu ne parles pas arabe, mais nous à Figuig on parle berbère et quand je leur dis chez moi on parle berbère, ils me disent : non non, toi tu n'es pas marocaine, tu es française, voilà donc l'explication qu'on a donné à mon activité, tu es française, tu viens d'ailleurs, tu rêves ! ».

On me voit comme quelqu'un de compétent, qui a des idées, qui travaille, qui peut écrire, mais c'est pas parce que je suis compétente que je peux évoluer dans l'administration. Moi il me manque autre chose que je n'ai jamais voulu accepter, utiliser ses relations, les réseaux...Ce qu'elle a évoqué toute à l'heure sur la promotion canapé, ça existe. Tu montres que tu fais partie d'un clan, moi je ne bois pas d'alcool, donc comme je viens de France, ça paraît suspect ; promotion canapé, non ça ne m'intéresse pas, bon toi tu as fait des études, tu es compétente, je n'ai pas envie de devenir chef de division, ministre tout ça je m'en fous un peu, bon pour les gens ça paraît bizarre... c'est suspect, qu'est-ce qu'elle a derrière la tête ? le regard social c'est très important ici et même si on essaie de s'en abstraire, on ne peut pas. Il faut une grande force de caractère pour élaguer tout ça, passer outre, il faut faire appel à d'autres ressources que l'on a soi. Il a parlé tout à l'heure de ses origines, moi c'est le désert, il n'y a rien, donc ça te donne des envies de continuer.

Après il y a autre chose, la société civile. J'ai beaucoup travaillé dans le monde associatif, mais il est

beaucoup envahi par le politique, il faut être encarté, j'ai arrêté car je suis contre tout ce qui est structure, et là on veut nous forcer à faire des choses, à avoir des cartes, à tenir des discours dans un cadre, je préfère être terre à terre avec la réalité et non pas être liée à un cadre.

C'est pour ça, la notion de cadres dirigeants tout à l'heure, ce n'est pas vrai ; c'est la société qui nous met dans des positions de dirigeants, peut-être dans le privé c'est vrai mais là... ?

CD3 Concernant la perception de la femme, je voudrais parler aussi de l'autre versant, des administrations et des entreprises où les femmes sont recrutées pour leurs compétences. Il n'y a pas que le côté macho... seigneur dans les entreprises... mais aussi des managers, dans le public et dans le privé, qui sont à la quête de compétences, où la promotion se fait sur la base de ces out put, de ce qu'elle peut apporter..., Moi je risque un peu de prêcher le discours contraire... Je suis très mal à l'aise avec le discours de victimes, la femme est aussi responsable de l'image que les autres, que ce soit un homme ou une femme, ont d'elle... J'avais abordé ça hier en parlant du côté culturel..., certaines femmes ont été formatées de manière à être..., moi personnellement dans l'usine où je travaillais, j'avais une amie qui maîtrisait le travail mieux que tout le monde... Mais quand le patron, après mon départ, est venu vers elle, il a insisté, il lui a donné un mois de réflexion. Donc vous voyez, il y a des femmes à qui on apporte une promotion qu'elles refusent, c'est vrai elles ne sont pas nombreuses, il y a des femmes à qui on apporte une reconnaissance des compétences, qu'elles refusent ! Pourquoi ? Parce qu'il y a ce poids des facteurs culturels et, elles ne se voient pas diriger, sanctionner, donner des ordres..., elles ne se voient pas gérer, elles préfèrent être gérées, parce qu'elle ont besoin de cette zone de confort, où elles ne prennent pas de risque, elles sont peinardes. Et puis il y a des femmes qui osent sortir de cette zone de confort... »

C'est vrai que nous **du temps de ma génération, on a souffert**, on m'a dit : t'es une femme... Ce qui manque du côté



de la femme, c'est qu'il n'y a pas d'audace, elles n'osent pas... Il y a ce mur de verre qui les bloque, même quand on leur ramène de la promotion, elles n'osent pas... Je voudrais savoir ce qu'on a fait du côté de l'autre rive ; ce qui a été fait dans ce sens... pour les booster, les amener à oser... Comme Samira, je m'inscris en rébellion contre... par rapport au cadre familial dans lequel j'ai été élevée, je me rebelle par rapport à certaines choses, tout ça mais on a eu une chance, par rapport à notre famille, aussi conservatrice qu'elle soit, elle nous a tolérées et laissées faire... mais il y a aussi de la place pour les autres, il suffit qu'elles osent ! »

Deuxième partie : Observations, commentaires et analyse

Jamal : - « Qu'est-ce que vous avez entendu et quel regard d'homme, de femme, de chercheur(se), de Français(e), de Marocain(e), de sociologue, de psychosociologue, portez-vous sur ce qui a été dit par les cadres et sur leurs actions ? »

Christiane : il y a quelque chose de différent entre la parole d'aujourd'hui et la parole d'hier : quelque chose d'opposé, peut-être de contradictoire. J'ai l'impression que les femmes hier étaient fières d'agir sur les questions du genre et sur la transformation politique. J'ai l'impression que les cadres dirigeants sont fiers de sortir du genre et de l'aliénation sociale. L'important pour vous c'est d'être reconnu par la compétence, ne pas être une femme, ne pas être prise pour une femme ou ne pas être pris pour quelqu'un de la famille. Les CD, il faut qu'ils sortent de ces déterminations-là, alors que les activistes d'hier elles agissent sur ces déterminations-là, je ne sais pas si c'est juste ou c'est faux, c'est quelque chose qui m'a frappée. Après quelque chose qui est commun, c'est que les CD ont besoin de la société marocaine s'extraire du, je ne sais pas le dire... du Makhzen. Les dirigeants disent qu'ils ont un besoin associatif, ils ont besoin des activistes d'hier parce que les activistes ils aident à changer la société, mais l'amertume des activistes d'hier, c'est que leurs actions de changement ne profitent plus aux femmes. Finalement ça profite à d'autres qui ont les moyens ou qui sont des classes bourgeoises... Et les dirigeants leur amertume vient de faire l'erreur de s'associer car si on s'associe on va être soumis à la prédation. Donc l'un veut s'extraire, l'autre veut agir sur. Le besoin de changer repose quand même sur les actions des activistes qui ont les mains dans le cambouis et dans les problèmes du genre et du politique.

CD1 : je peux réagir ? oui c'est très vrai, c'est d'autant plus vrai qu'en général on mène les deux, on a une démarche totalement schizophrène, moi je suis dans une association militante des droits de la Femme : droit, intervention sur les

divorces, on intervient sur les violences faites aux femmes. En fait, on vit autres choses, on cumule les deux à la fois, comme vous le dites justement. L'association, c'est le lieu où on a véritablement nos fiertés et nos amertumes, parce que c'est là où on investit émotionnellement. Au travail on est professionnel ; l'émotionnel, nos rêves et nos utopies... on les passe dans l'associatif, c'est là qu'on a nos victoires et nos défaites les plus cuisantes.

Intervenante praticienne :

Ce qui m'a touchée, c'est cette nécessité d'engagement dans la société civile, qui est apparue chez toutes les personnes qui se sont exprimées. Effectivement on a l'impression que c'est là où on partage les valeurs, des réseaux d'affinités, ceux que l'on a choisis, plus que ceux que l'on a subis, j'ai l'impression que c'est là que vous avez cette liberté d'action pour sortir d'un certain nombre de contraintes, d'un mode de fonctionnement d'administration, d'entreprise, et moi ça m'a vraiment touchée parce que par rapport à ce qu'on se disait hier j'ai senti ce besoin de transformation sociale sur le Maroc qui n'avance pas aussi vite que l'on voudrait, d'être acteur de cette transformation plus que dans son domaine professionnel.

Intervenant praticien 1 :

Je vous donne le point de vue d'un praticien dans les entreprises. Dans mon métier, je suis dans les associations, dans la fonction publique, dans le sommet de la pyramide et dans le secteur privé. J'ai eu le plaisir d'accompagner le « secteur familial » dans les premiers centres destinés aux femmes victimes de violence. À l'époque il y avait deux ou trois centres... je circulais dans différentes régions au Maroc et l'expérience qui m'a marquée, en 2002-2003 c'est quand on m'a demandé d'aider un centre en tant que coach. On passe un week-end sur



cette thématique-là, et la problématique de l'époque, c'était que le secteur associatif devait faire le travail du gouvernement marocain, de l'Etat... Si on continue comme ça, on n'ira pas loin. Comment changer ? À l'époque il s'agissait de dégager une vision, de se comparer à l'échelle mondiale et de définir une feuille de route ; elles ont rêvé et réalisé leur rêve : un réseau au niveau national, que les associations se transforment en observatoire et non pas seulement en prestataire de service social aux femmes victimes de violence pour qu'elles s'approprient ces nouveaux mécanismes, créer des centres d'accueil des femmes victimes de violence dans les commissariats, les gendarmeries, dans les hôpitaux... À l'époque il y avait trois expériences au niveau mondial, structurées de cette façon. Elles ont réussi au bout de 5 ans, ça ne marche pas globalement mais les mécanismes sont là, et aujourd'hui elles peuvent être fières, elles sont soutenues au plan mondial. Tout ça pour dire que **le pouvoir au Maroc change : il y a le pouvoir institutionnel, le pouvoir patriarcal, le pouvoir féodal, le pouvoir informel, le pouvoir est différent dans l'administration et dans le secteur privé** Dans le secteur privé c'est très disparate, et c'est pareil dans le secteur associatif on retrouve différents types d'associations. Au niveau de l'administration publique, c'est lié au pouvoir politique. Il y a une érosion du pouvoir à travers la demande de reconnaissance des citoyens marocains, une demande d'être reconnu comme un être humain et non comme un sujet. Il y a un autre sujet maintenant c'est le droit économique. Certains veulent obtenir l'égalité des chances, il y a encore de la prédation du pouvoir féodal, et ceux qui accèdent au pouvoir ce sont ceux qui font partie d'un clan ; cela a été relayé par les médias. Deuxième thématique fondamentale c'est d'avoir une nouvelle constitution... C'est vrai que les gens dans les régions fonctionnent différemment, à Ouarzazate par exemple ils ne sont pas pollués par la culture makhzenienne. Demain, quand on va avoir une clarté sur comment le pouvoir va être distribué au niveau régional, les mécanismes institutionnels de contrôle des citoyens vont se mettre en place...

L'administration subit une mutation, ils ont mis en place ce qui a été réalisé dans

l'administration française, un système d'évaluation de la performance. L'administration française a commencé à le mettre en place en 2001, le Maroc en 2005 et c'est un chantier important pour réduire tous ces problèmes de pistons, d'abus de pouvoir et passer progressivement à cette culture du mérite.

Dans le secteur privé, quand ce n'est pas dans le secteur informel, le mérite se développe et l'une des problématiques du secteur privé marocain, c'est l'absence du système d'évaluation



des performances, c'est-à-dire la culture de la performance pour que le cadre soit reconnu au niveau de ses compétences et sur sa valeur ajoutée. Il y a aussi un phénomène de turnover chez les cadres car ils ne sont pas reconnus. On connaît le problème qu'a connu l'Europe il y a 20 ans, c'est le problème de mobilité.

Catherine :

Je trouve qu'il y a une grande écoute, je suis émue parce que je découvre pleines de facettes, je suis frappée par la question de l'appartenance familiale, parce que moi ça fait résonance aussi pour moi et je viens de créer une structure...

Intervenant praticien 2 :

Je pense qu'au Maroc il y a plusieurs formes de discriminations, discrimination du genre, les ethnies aussi, les régions, les origines sociales pour aller dans le même sens que Lamia. Il n'y a

pas une discrimination uniquement des femmes, uniquement des élites, parce qu'au Maroc, le pouvoir est centralisé, il s'est accaparé les ressources de la société progressivement dans l'histoire en monopolisant un certain nombre de légitimités (la légitimité religieuse, tribale, ethnique, économique). Pour comprendre ce qui se passe dans la société marocaine il faut croiser ces différents éléments. Moi personnellement je ne suis pas femme (rires), une voix de femme dit « ça se voit », mais j'ai vécu une autre forme de discrimination. Pourquoi ? Parce que je suis originaire d'une région berbère au sud du Maroc, lointaine,

France, eux, ils partent au Canada et aux USA. Là nous sommes en train d'envoyer les étudiants au Canada, là ils vont partir je ne sais où (rires). C'est une sorte de migration qui définit les compétences et la nature du pouvoir au Maroc. Mais après avoir fait des études de sociologie, j'ai essayé d'aller à Paris, j'ai intégré une institution prestigieuse qui doit permettre de prendre un poste de responsabilité après le retour au Maroc. Mais les choses ne sont pas évidentes, même si tu as fait Sciences Po, même si tu as appris la GRH... il faut payer pour trouver un petit coin, j'ai eu un poste de consulting à Casa, le consulting ça se



scolarisation difficilement accessible, problème de langue accru parce que nous étions arabophones jusqu'à la licence, démunis, de ce que Bourdieu appelle le capital symbolique et social : tu n'as aucune orientation sur le plan scolaire, tu n'as aucun coup de pouce de part et d'autre, tu connais personne à Rabat pour poursuivre tes études supérieures, c'est à toi de te débrouiller pour trouver les moyens de continuer, on s'en fout, tu n'es pas un investissement. Du coup il faut être combatif, mais ça a toujours des limites, et je vais vous expliquer pourquoi.

Par exemple je me suis basé sur mon réseau familial *pour aller poursuivre mes études supérieures en France, c'est grâce à la prise en charge de mon oncle, autrement je n'avais accès à aucune bourse de l'enseignement supérieur. Pourtant j'étais parmi les meilleurs étudiants ici à Rabat et pourtant, je connais des familles dont les enfants ont eu trois bourses en même temps pour faire leurs études au Canada. Au départ, la France était la destination privilégiée des fils des familles aisées. Lorsque nous, on va en*

passé aussi avec des peaux de bananes, toutes des pratiques de corruption déguisées avec un style managérial marocain (rires). Mais en dessous il faut corrompre pour pouvoir décrocher les marchés. Ça, je l'ai vécu, ne sais pas à quel degré ça existe mais je l'ai vécu. Pour intervenir comme coach, formateur ou consultant tu dois donner 30 à 50 % du montant de la prestation. C'est le paradoxe de la société marocaine. Il y a plusieurs Maroc à la fois. Mais à côté de ça il y a aussi ceux qui arrivent à décrocher avec leurs compétences des marchés.

Mais moi je pense que le recours à la compétence au Maroc se fait lorsque d'autres voies ne marchent plus... *(Lamia intervient : « pour avoir un poste à responsabilité il faut être patient et travailler, travailler »...) le gouvernement n'a plus le choix pour nommer les compétents avant que tout ça ne s'écroule. Un détail très important, moi je ne suis pas un déterministe, je suis un « individualiste*

méthodologique » (cf. R.Boudon), dans ma démarche, j'utilise Bourdieu au Maroc beaucoup. Au Maroc, il faut avoir une façon de faire, un style, ma façon de faire n'est pas la bonne... Un responsable au Maroc doit être très cool, j'apporte pas la réponse tout de suite, c'est un bagage symbolique important, dans les originaux des couches sociales défavorisées, elles en sont déjà privées dès le départ, voilà ça, c'est très très important. Une dernière remarque : je suis d'origine soussie, soussi c'est le sud, c'est une région berbère, ils sont connus pour leur esprit mercantile, et pour la méritocratie ; si mon fils n'est pas compétent, il ne travaillera pas pour moi. Aors que les Fassis, (originaux de Fès), c'est un autre style ; moi j'ai travaillé avec les Fassis, j'ai appris beaucoup de choses, j'ai appris la relativité du changement. Il faut dire aussi qu'il y a une domination d'une culture citadine qui est véhiculée par les acteurs bourgeois et ça aussi c'est un capital dont les originaux des régions berbères, sahraoui, de Figuig et de Rachidia, et je parle sous le contrôle de mon ami Driss, Ouarzazate etc... ont du mal à s'approprier. On perd déjà du temps à faire cet effort au moment où les autres ont franchi d'autres étapes, c'est un handicap. Une dernière chose, on parle beaucoup du milieu associatif qui donne envie de partager, d'exercer, d'apprendre, de transmettre nos idées nos savoirs, mais le milieu associatif il ne faut pas le prendre comme un champ cohérent et simple. Il ya des pratiques bonnes et pas bonnes, c'est pas parce que je suis associatif que je suis démocrate... Parce que même dans le milieu associatif il y a des monopoles, des secteurs, des associations qui sont exclues par le pouvoir ; certaines ont des financements importants pour des projets, que d'autres n'ont pas ; ça, c'est très important il ne faut pas prendre le secteur associatif comme une entité homogène et cohérente : j'ai travaillé avec Boltanski qui m'a appris à relativiser le discours des responsables.

Jamal : Dans quelques minutes nous allons au Congrès de l' AISLF pour porter une parole, j'invite les personnes à venir...

Ali : je reprends ce qu'a dit Christiane sur celles qui voulaient agir, ceux aujourd'hui qui veulent échapper aux déterminants. Je pense que le travail c'est d'analyser ces déterminants pour pouvoir les transformer, que les facteurs déterminants sont multiples, la société marocaine est composite, il y a toute une histoire, il y a tout un imaginaire, une stratification sociale et symbolique. Ce qui nous intéresse en tant que psychosociologues, c'est d'analyser les déterminants qui sont incorporés par les individus (brouhaha). Notre rôle, en tant que psychosociologues, est d'analyser et déconstruire les déterminants qui sont intériorisés d'une façon inconsciente, ça devient quelque chose avec laquelle on finit par penser, donc déconstruire ces incorporations pour ne pas les reproduire. Moi aussi j'étais dans le secteur associatif dans les années soixante-dix, 80, et me retrouvais avec des Marocains qui dénonçaient

toujours le système, la politique du temps de Hassan II, tous ces obstacles qui empêchent, qui aliènent... etc., et en même temps on observait que ces mêmes personnes (certains même ont fait la prison) reproduisent la même chose dans des postes de responsabilités. Donc, la question est comment analyser effectivement ce qui est incorporé pour ne pas le reproduire. La démarche méthodologique, ce qu'on propose comme dispositif, c'est justement d'analyser là où c'est institutionnalisé, le lieu où ça se passe, donc le travail de changement doit se conduire dans les groupes réels dans des institutions, que ça soit dans les entreprises, les administrations ou les associations, je dirais c'est le même travail, ça passe par des espaces où on parle de comment on fait... et dans ces conditions on peut transformer, élaborer ce qui a été intériorisé, penser autrement pour ne pas reproduire.

Sophie : Je voudrais revenir sur la résonance, ce que j'ai entendu, ce qui m'a touchée. J'ai entendu que derrière la compétence, il y a la revanche de l'individu et du sujet et de ce qu'il s'approprie de ses valeurs. Quand on dit : je crois en toi, j'entends que c'est régénérateur et que ça donne une force, c'est un levier mais aussi que l'individu a à composer avec ses autres appartenances et ses lourdeurs. J'ai l'impression que les marocains ont à gérer des contradictions, et que nous, on a à gérer des paradoxes. En France, il y a tout un imaginaire et un discours sur la méritocratie, l'intérêt général, l'espace public et laïc, la République, où finalement la société donne les moyens de monter l'échelle sociale, mais dans la réalité, qu'est ce qu'on constate ? : on n'a pas de boulot sans réseau, de la technocratie, des procédures, y compris sur la compétence, il y a plein de référentiels de compétences formatées qui écrasent le sujet, qui écrasent la parole de l'individu et qui écrasent les collectifs de travail. L'individu est hyperresponsabilisé et il est en même temps hypercontrôlé. Ça devient quelque chose de paradoxal et qui crée de la souffrance dans le travail... une souffrance sociale. Et il y a un phénomène en France c'est que la famille reste un support, un soutien, tandis que les appartenances ouvrières, les collectifs ça fout le camp. Voilà je voulais dire que nous en France on vit des paradoxes, et ici j'entends que c'est pas facile, mais il y a des leviers pour sortir des contradictions.

Intervenant 3 :

Il y a aussi d'autres discriminations, lorsqu'on vient d'un milieu social très élevé, c'est un handicap. Lorsqu'on vient d'une ville comme Fès et qu'on se retrouve dans d'autres groupes où il y a d'autres régions, il y a des discriminations. Il y a des personnes qui vont dans le privé... Les gens disent qu'on va lutter contre ces discriminations par la compétence. On est là par notre compétence, ce n'est pas par notre famille. On est là parce qu'on a fait des études, on s'est sacrifié pour ça. Il faut qu'ils nous voient par la compétence, généralement ils nous voient par le



nom, la ville et le milieu social, et ça, c'est vraiment injuste. Une fois j'ai présenté un travail qui a été accepté rapidement et après on me dit que si le travail a été accepté c'est à cause de votre nom.

CD1 : là, c'est important ,on touche quelque chose d'extrêmement profond et sensible, on touche aux questions de légitimité. Chez nous, la lutte des classes, tout le monde a rigolé du sketch de Gad El Maleh quand Madame Tazi dit : «j ai horreur de la désorganisation sociale ». Le cours Florent est réservé à une élite marocaine. Madame Tazi, qui a réussi et qui est à Casa, ce sont des codes que l'on connaît bien ; Il y a deux légitimités simultanées : une lutte pour une promotion sociale qui est empêchée. Il y a une permanence des grandes familles qui ont leur place depuis le XVIe siècle, ça fait quatre siècles qu'elles

sont là au service du Sultan et des 2 % d'alphabétisés et d'urbanisés à l'indépendance. Elles ont un savoir-faire alors que les membres de la population étaient analphabètes et complètement ruraux. Il y a eu 4 générations depuis, il y a un rattrapage qui se fait, et du coup il y a une revanche sociale ; leur légitimité, c'est la compétence. Et maintenant il y a une concurrence qui se met en place.

On n'en a pas parlé jusqu'à maintenant, c'est l'entrée dans le gouvernement du PJD. Il s'est passé quelque chose de très important, c'est que l'on a à la tête du Maroc, et c'est la première fois de son histoire, un premier ministre et un parti qui mènent une coalition Islamo- conservatrice. Depuis l'indépendance, c'est la première fois que l'on a des élites politiques qui ont fait leurs études au Maroc. Auparavant, toutes les élites politiques marocaines ont fait leurs études à l'étranger, que ça soit de gauche ou de droite, que ça soit des Istiqlaliens, RNI, USFP, PPS, qui sont passées par Paris, l'Ukraine, la Russie. Ils avaient tous été confrontés à l'autre et évoluaient tous dans un système plurilingue avec une confrontation de plusieurs années à l'étranger, à une autre culture dans laquelle ils ont vécu. Ce n'est pas du tout le cas de l'élite actuelle ; ce n'est pas « bien ou pas bien », c'est un schéma mental. C'est des gens pour qui l'autre n'est pas forcément légitime. C'est des gens pour qui l'universalité reste à démontrer. Cela ne veut pas dire qu'ils sont contre mais ça se discute. Alors que pour la précédente élite, que ce soit de droite ou de gauche, l'universalité faisait partie d'un acquis, ils ont baigné dans la culture européenne, ils savent et se disent qu'il y a des droits de l'homme même si on les viole, Mais l'élite actuelle dit maintenant : les droits de l'homme mais de quel point de vue ? ! Ce sont des gens qui ont le pouvoir de décision, et ils vont mettre en œuvre des décisions politiques... qui reflètent leur façon de voir le monde. Ils sont légitimes car ils étaient élus par une population qui a validé leur programme politique. Il ne faut pas rester dans l'idée qu'on a une nouvelle constitution, mais on est aussi dans un système dans lequel il y a une pluralité et une hétérogénéité des élites politiques. Avant, de droite ou de gauche, en prison ou pas elle (l'élite) se battait pour la même chose, pour le même schéma mental, à l'intérieur il y avait des appartenances idéologiques, elle était formée à la même école l'école française ; même la haute fonction makhzenienne, elle a juste un double cerveau, le cerveau reptilien formaté, génétique, de formation makhzenienne qui est un mode de pensée, auquel se surajoute un système occidental que l'on retrouve dans le fonctionnement du makhzen, le makhzen c'est aussi l'état et l'État marocain est la copie de l'État français. Le makhzen ce n'est pas seulement la féodalité et les babouches, c'est l'imbrication étroite d'un État, d'une structure étatique et un mode de pouvoir personnalisé qui s'exprime à travers des structures administratives, et ça marche très très bien parce que le système français et hyperjacobin et hypercentralisé, on était là-

dedans. On est maintenant dans une rupture première dans notre histoire... c'est une élite où il n'y a pas de grandes familles parmi eux.

Intervenant 3 : *Quand j'étais professeur, on me disait : mon père connaît M. B., ça y est, tu te sens déjà inférieur. Quand j'ai à faire avec l'administration, j'essaie de ne pas montrer mon visage, je parle au tel, j'ai un tel 6162, c'est un numéro important ; pour moi, c'est bien de ne pas me montrer là, première fois où je viens ; s'il y a un problème alors je leur dis : il m'a envoyé (rires forts), il y a une discrimination et un manque d'égalité des chances.*

Jamal : *il y a un ami très cher qui vient d'arriver, c'est CD5, il y a 30 ans on rêvait de beaucoup de choses ensemble, et comme je le disais toute à l'heure avec CD2 la réalité nous a transformée, je suis ému de savoir qu'il est là, je te passe la parole.*

CD5 : *je n'ai pas assisté depuis le début...*

CD 5 : *je suis issu d'une famille pauvre, je suis rentré à l'ISCAE, avec le concours, c'est par la Compétence. A l'ISCAE, il n'y avait pas de discrimination, c'est la compétence qui régnait. Au niveau de ma carrière, j'ai zappé l'administration et suis allé dans le privé ; je n'ai pas été pistonné pour avoir ce poste. Après 10 ans, je suis parti car je voulais voler de mes propres ailes. J'ai saisi l'occasion au niveau Marketing, j'ai créé une agence qui marche très bien, je travaille avec des multinationales : Coca, Unilever... Et là je voulais intervenir car je trouve qu'on est en train de dramatiser, la compétence est déterminante, avec un nom et... ça facilite l'introduction, même si vous avez un grand nom, vous vous appelez Alaoui, quand vous rentrez dans une structure pour un entretien, c'est la compétence qui compte. Il ne faut pas se cacher derrière (quelqu'un dit « prétexte »), on a des grandes structures qui sont gérées par des Khouribgui, des Statis... Moi je trouve, c'est vrai avec le nom il y a un petit peu de discrimination, mais dès qu'on voit que la personne est compétente, ça marche.*

Jamal : *Je voulais que vous nous aidiez, Ali et moi, cet après-midi nous allons au Congrès de l' AISLF, chez les chercheurs, ce sont des sociologues, ils ont une autre approche qui n'est pas la psychosociologie, d'autres dispositifs, ce que nous souhaitons, si on a à porter quelques éléments d'analyse par rapport au vécu, par rapport aux trajectoires, mais aussi par rapport aux échanges, il y a certainement des liens avec la journée d'hier, il y a des personnes qui n'étaient pas là, nous, on est dans une continuité, demain on continuera avec les Jeunes, et on vous invite tous à venir demain. Donc si vous avez des éléments d'analyse que vous souhaitez que l'on porte aux chercheurs, ça serait lesquelles à votre avis :*

Intervenant praticien 1 : *l'analyse des systèmes de*

reconnaissance : dans les entreprises anglo-saxonnes, quelles que soient votre région et votre origine, c'est la compétence qui compte. Par rapport au PJD, ce sont les meilleurs qui passent à l'échelle régionale ou nationale. C'est un vote qui se fait à bulletin secret, c'est le meilleur qui est choisi, c'est quelque chose qu'on retrouve pas ailleurs. Alors qu'ailleurs il y a toujours la tribu, la région...

Patrice : *j'ai appris pas mal de choses, ce que j'ai entendu hier et aujourd'hui c'est une histoire d'énergie, hier on était plus dans une énergie collective, et là on est dans l'énergie individuelle. C'était très frappant de voir comment vous avez pris les choses en main, parfois elles vous ont échappé... etc. Il faut voir ces histoires d'énergie et de circulation d'énergie. Je veux insister là dessus, vous avez insisté sur la dimension « oser ».*

Sanaa : *j'ai trouvé un élément dans toutes les interventions, c'est l'élément de plaisir et de vocation*

CD 2 : *c'est vrai, c'est la 1ère fois qu'on utilise notre matière grise pour réfléchir. Pour nous CD c'est extrêmement intéressant de poser les choses d'une façon intellectuelle. Quelle conclusion ? Chaque CD fonctionne par rapport à ses objectifs, ses missions, on fonctionne différemment. Mais on a tous des objectifs communs : il y a quelque chose à changer dans ce pays. Le pays est plein de ressources et plein de possibilités, je suis optimiste. C'est un pays qui manque d'une certaine gouvernance et c'est tout. On a tout... mais comment dans ces contradictions trouver le chemin pour que chacun puisse apporter sa valeur ajoutée, pour que le sigma des valeurs ajoutées apporte à notre pays. C'est un travail que de donner des outils aux personnes, de revenir sur elle-même, de se questionner, pour enlever la reproduction, à un certain moment, même si on ne le veut pas, on reproduit soi-même le système.*

Intervenant praticien 2 : *La question de la compétence. Quand j'écoute certains qui disent que la compétence prime, c'est vrai mais c'est dans une marge très mince. Pourquoi ? Comment vous expliquez l'état de la pauvreté et l'exclusion au Maroc ? L'état de développement du Maroc, montre qu'il y a quelque chose qui cloche dans le choix des décisions ; il faut relier ces deux points pour comprendre l'exclusion et la pauvreté. Dans la politique publique, on paie très cher l'acquisition de ces compétences. C'est vrai que dans le privé on n'accepte pas un Fassi incompetent pour gérer la boîte mais dans l'administration on peine à faire le contraire. La clé pour attaquer ces problèmes c'est la politique et la décision politique. Moi je ne dis pas que les gens de grandes familles ne sont pas compétents, je suis contre cet esprit ostraciste, je suis contre les discriminations.*

CD 1 : *le point à porter c'est le lien entre les CD et les transformations sociales au Maroc. Nous sommes une société en transition, transition industrielle, économique, démographique, cette transformation sociale se traduit par une hétérogénéité des modèles, c'est une ouverture qui permet d'avoir plusieurs façons d'être marocain, de types sociaux différents, qui se traduit aussi par une hétérogénéité de ses élites. Le problème qui se pose à nous, est : d'un côté c'est positif, le pays permet une grande diversité. Mais le problème c'est qu'on arrive avec cette diversité et une hétérogénéité des élites qui ont des projets de société concurrents, et difficilement conciliables. En dernier analyse, la question, c'est la capacité de la société marocaine et surtout de ses élites à créer pour nous une sorte de « homo marocanicus », c'est-à-dire de déterminer le socle commun à l'ensemble des marocains à partir duquel chacun peut vivre sa différence, son appartenance linguistique ; on est plurilingue, monolingue, on est Rifain, on est Soussi, on est Arabe, on est Berbère, on est Sahraoui, on est juif, on est musulman, pratiquant non pratiquant, où est ce socle de base pour dire qu'on est tous marocains ? on n'est pas d'accord mais on a toujours une capacité de vivre ensemble. Les transformations sociales sont puissantes, mais déstabilisent quand même !*



Hypothèses et questionnements à compléter et à approfondir :

1. À propos de l'association à trois : « Un, deux, ça va, trois, bonjour les dégâts ! », et si c'était « la triangulation », la présence du tiers, dans une société « endogame et fusionnelle », de « l'entre-nous », qui posait problème, ou simplement ces trois-là qui ne pouvaient pas s'entendre ou qui n'ont pas fait l'effort ? !

À côté du thème de la reproduction sociale, des systèmes de référence, traditionnel et moderne, des réseaux affinitaires pour échapper au déterminisme des groupes (familles, classes sociales) d'appartenance, n'y aurait pas lieu de s'interroger aussi sur la dynamique intrapsychique et interpersonnelle d'un travail à trois ou en groupe ?

2. À propos des stratégies individuelles « multicartes » ou « multi-appartenances » : La débrouillardise et le syncrétisme des pratiques et leur rapport avec la manipulation des codes culturels issus des deux systèmes traditionnel et moderne : Sont-ils le signe d'un « égocentrisme anémique » ou des modalités de régulation nécessaires dans une phase de transition ? Doit-on bien intégrer les codes (du groupe) et les utiliser parce que « c'est que comme cela que ça marche », ou peut-on oser poser ses principes et valeurs et proposer de nouvelles façons de faire ? Comment peut-on continuer à être soi-même avec ses principes et valeurs (à partager), sans s'isoler et rester seul ?

3. L'investissement dans le monde du travail, des entreprises pour les cadres dirigeants et l'investissement dans le secteur associatif se fait-il sur un mode complémentaire et articulé, ce qui suppose des « passerelles » et des articulations entre les deux, ou sur un mode « clivé » et compensatoire, le travail restant le lieu du pouvoir et de la rationalité dominante et l'associatif un espace d'investissement et de régulation marginale (de soi et de la société) ? Quid du coup de la transformation de la société par les cadres dirigeants ? Quid de leurs pratiques, qui n'ont pas encore été évoquées et sur lesquelles les R2R doivent poursuivre les échanges ?

4. Le besoin de s'investir dans l'associatif : est-ce le signe d'un besoin de sens, de valeurs auquel la famille ou le travail ne répondent plus pour le sujet « cadre dirigeant » ? de la difficulté à « faire groupe » dans le monde du travail, lieu de compétition, de lutte de pouvoir, de stratégies personnelle dans un milieu où le sujet est atomisée et doit lutter pour sa « réussite » et sa survie personnelle, parfois au détriment du collectif ?

5. À propos de la transformation sociale, de la diversité des élites, et de leurs projets de plus en plus concurrents (universaliste ou spécifique, démocratique ou théocratique) pour changer une société marocaine imprégnée par le religieux, le tribal, le régional (qui masquent souvent le politique), en quoi cette diversité peut-elle être un facteur de changement ou de blocage ? Quelles règles et pratiques instaurer pour favoriser la transition démocratique et éviter le retour en arrière, dans les institutions et dans la société ?

6. La question de la compétence abordée longuement dans le débat est-elle si évidente pour tous ? De quelle compétence parle-t-on ? Quel lien pouvons-nous faire entre la question de la compétence et celle de la politique et des pratiques de pouvoir ?

7. À propos de l'action sur les déterminismes par les activistes militants et « l'échappement » aux déterminismes évoqués par certains cadres dirigeants : comment les pratiques dans les différents sous-systèmes (Monde des entreprises et Monde associatif) peuvent-elles s'analyser, se construire et se combiner pour amener à des changements réels au niveau économique, politique, social et culturel ?

8. La recherche d'un « homomarocanicus » que soulève Lamia, comme socle commun qui permettrait de contenir et de réguler la diversité des appartenances (de classe, de genre, régionale, ethnique, religieuse...), signifie-t-elle qu'il existe aujourd'hui un malaise, un conflit dans l'identité, dans la politique, dans l'économie ou tout cela à la fois ? Le concept de « Tamghribit » (une identité marocaine démocratique) que propose Ahmed Assid peut-il être une piste à approfondir ?

9. À propos des « contradictions au Maroc et des paradoxes en France » soulevés par Sophie et à propos du discours sur « la compétence » de manière général : Comment se frayer et construire un chemin vers la modernité, qui ne soit pas la reproduction des logiques syncrétiques ou conservatrices présentes dans la société marocaine, ni la reproduction mimétique du discours managérialiste qui met à mal le sujet individuel et collectif en l'asservissant à des logiques technicistes et procédurales (référentiels et normes multiples en vogue dans le monde des entreprises et aussi dans le secteur associatif) ?

Le temps des jeunes

Texte rédigé par Sophie Maisondieu

Sophie Maisondieu et Youssef Sadick animent la rencontre.

Sophie : je me présente, je suis psychosociologue. Cette matinée est consacrée au thème des jeunes marocains intervenants sociaux, leurs expériences et la construction de leur identité. La notion « d'intervenants sociaux » renvoie aux expériences professionnelles et/ou militantes portant une dimension de changement, au sens d'une « pratique

engagée » quand ils cherchent à faire évoluer la société dans les contextes où ils agissent (travail, association, réseau). Quelles sont leurs pratiques ? Comment trouvent-ils leur place de jeune ? Il était pour moi difficilement concevable de parler, dans ces Rencontres des deux Rives, d'évolution et de transformation de la société, sans les jeunes. J'ai des enfants jeunes adultes, et je suis mariée à un marocain, donc je suis en quelque

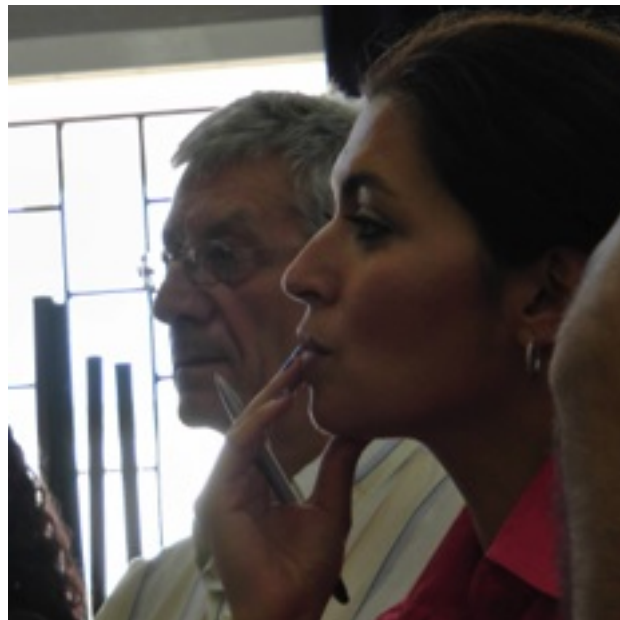
sorte franco marocaine ; je trouve qu'en France et au Maroc, la place des jeunes est très difficile à trouver, et que les générations anciennes ne leur laissent pas toujours cette place-là... Je voulais réunir des jeunes Français et des jeunes Marocains pour nos rencontres de Rabat, mais je n'ai pas réussi à mobiliser des jeunes en France, même pas les copains et copines de ma fille. J'ai fait connaissance, à distance, avec Youssef Sadick qui m'a mise en contact avec les jeunes qu'il

connaissait ; j'ai eu des échanges avec eux pendant quelques semaines... Certains sont ici, mais beaucoup ne sont pas là.

Intervenant chercheur : je suis Professeur de sociologie, en sciences de l'éducation. J'ai travaillé avec et sur la question des jeunes au Maroc, à partir de mon travail sur le changement social, et j'ai été amené à considérer dans quelle mesure les jeunes s'inscrivent dans la dynamique de changement de la société... J'ai toujours vécu, dans ma génération, la difficulté



à mobiliser les jeunes au Maroc. Je parle de la génération des années 70/80, née après 1970. Avant, c'était le contraire... Les jeunes étaient très facilement mobilisables, prêts à investir les instances, la société civile... Il y avait un mouvement de gauche, on avait aussi le mouvement des élèves et des étudiants... Et on ne pouvait pas passer par l'université sans être marqué par cet esprit, ce discours de la gauche... Donc, voici un premier constat : on a fait beaucoup de choses pour mobiliser les jeunes en général, et aujourd'hui même dans cette rencontre, ils ne sont pas là... Ils ne sont pas aussi nombreux qu'ils pourraient l'être par rapport aux efforts que nous avons fournis. Cela m'interpelle, je me demande pourquoi on n'arrive pas à mobiliser suffisamment les jeunes pour des causes associatives... Ou pour la société civile ou ce que Gutmann aux USA appelle « le capital social ». Pourquoi cette absence d'engagement citoyen associatif sans en attendre un retour individuel ou symbolique ou matériel ? Je me demande en même temps si je me trompe, en disant que les jeunes sont absents, alors que le printemps arabe a été essentiellement le fait des jeunes, le mouvement islamiste ce sont essentiellement des jeunes, par rapport aux vieilles élites de la gauche et de la droite aussi... Je considère que c'est un élément fondamental, il faut interroger aussi bien la réaction des jeunes par rapport aux demandes émises par les mobilisateurs, que la



demande qui leur est adressée elle-même, et l'approche avec laquelle on mobilise les jeunes. Peut-être que nous ne parlons plus le même langage, nous n'inspirons plus énergie et engagement peut-être... Je ne sais pas. C'est important de se remettre en cause de temps à autre, pour pouvoir réfléchir sur le sujet et sur la façon dont on aborde ce sujet. Aujourd'hui, concernant la place des jeunes dans la société marocaine, il faut réfléchir sur plusieurs niveaux, notamment sur le volet axiologique, c'est-à-dire les valeurs de la société, de la famille et la relation avec les parents. Les jeunes aujourd'hui s'inscrivent dans un registre plus ou moins nouveau par rapport à leurs parents, donc, ils rentrent tout de suite dans des négociations permanentes pour définir régulièrement et je dirais même quotidiennement, la place des uns et des autres... Avant, c'était clair, il y avait un esprit paternaliste, autoritaire, auquel tout le monde devait se plier. C'était le père (ou la mère) qui dictait les horaires à respecter, ce que le jeune va manger, ce qu'il va mettre comme vêtements et ça s'arrête là. A chacun de se plier pour vivre avec ses parents. Aujourd'hui, j'ai l'impression, peut-être que je me trompe, que tout est négociable et négocié. Par exemple, avant, il y avait un seul repas, tu veux manger ? Tu viens. Si tu ne veux pas manger, tu fais ce que tu veux, mais il n'y a pas d'alternative. Aujourd'hui, il y a une individualisation des choix alimentaires : il y a le papa et la maman qui mangent traditionnel, les



enfants mangent au Mac Do ou apportent à la maison des repas de Mac Do etc...., il y a un changement très important dans la famille marocaine et c'est au sein de la famille que les enjeux axiologiques se jouent.

Les jeunes se présentent : **Saida**, infirmière en psychiatrie, étudiante en master de psychologie ; **Souade**, étudiante chercheuse ; **Turia**, titulaire d'un Master RH et psychosociologie ; **Fouzia**, éducatrice spécialisée et Présidente d'une association de solidarité internationale franco marocaine ; **une jeune fille**, bachelière ; **une autre jeune fille**, études en relations internationales ; **Ali**, études de master en relations internationales ; **Mohamed**, étudiant en Master de médiation culturelle.

Les moins jeunes sont **Ahmed**, psychologue clinicien, psychologue en formation... **Catherine** David, psychosociologue ; **Abdelaâli** Laoukili psychosociologue, **Jean** Vincent, un peu sociologue, un peu psychosociologue ; **Caroline** Kohler, un peu psychologue clinicienne, un peu psychosociologue ; **Christiane** Gilon, sociologue socialyste ; **Jamal** Lamrani, psychosociologue à Paris ; **Patrice** Ville, socialyste, enseignant à Paris VIII ; **Ismail** Alaoui **Kebira**, sociologue et un peu psychosociologue ; **Hamida**, sociologue.

Sophie : nous vous proposons, comme modalité d'échange ce matin, d'entendre les récits d'expériences des jeunes ici présents, puis d'entendre les échos que suscitent ces récits chez les « moins jeunes » Français – Marocains. Enfin, on essaiera pour terminer, de dégager quelques clés d'analyse, quelques hypothèses. On enregistre pour avoir une retranscription écrite de nos échanges et on va prendre quelques photos pour avoir une trace sur Facebook. Est-ce que quelqu'un y voit un inconvénient, une objection ?

Voici les consignes que nous vous proposons :

Pour les jeunes :

Parmi les actions que vous menez :

De quoi êtes-vous fiers ?

Quelles sont les difficultés que vous rencontrez ?

Comment trouvez-vous votre place de jeunes dans ces actions (avec les acteurs concernés) ?

Pour les « moins jeunes »

En écoutant les récits des jeunes, qu'est-ce que vous entendez et quel regard portez-vous en tant que : français, marocains, psychosociologues, sociologues... Qui veut prendre la parole ?

Ali : « Qui se sent véritablement jeune ? » Rires...

Souade : moi, je ne sais pas où me mettre parce que je ne me sens plus jeune dans l'ordre biologique mais par la législation marocaine je suis encore jeune. Selon la législation marocaine, on est jeune jusqu'à 40 ans. À l'occasion des dernières élections, pour intégrer des jeunes sur la liste nationale, ils ont défini l'âge de jeune entre 18 et 40 ans. Pour que des diplômés chômeurs depuis cinq ans réintègrent l'administration publique, ils ont poussé la limite d'âge jusqu'à 40 ans. Avant, je crois que c'était 35 ans.

Sophie propose que ceux qui se sentent jeunes dans leur subjectivité de jeunes s'expriment.

Sanae : la question la plus importante pour moi, ce sont les formes de mobilisation des jeunes. Les formes habituelles n'existent plus maintenant ; les formes universitaires, les formes de l'école, les formes des partis politiques, les formes des associations deviennent obsolètes. Il y a un changement très important maintenant, c'est Internet et les réseaux sociaux. Les jeunes ne répondent plus aux formes traditionnelles. On a vu comment le printemps arabe a éclaté, c'est par les réseaux sociaux que la mobilisation s'est faite.

Un jeune : les jeunes sont-ils vraiment des intervenants sociaux ? Ce qui manque, c'est que les jeunes ne sont pas intégrés dans la société. Ces jeunes ne représentent qu'une minorité. Même avec des révolutions, il y a des difficultés d'intégration ; les jeunes qui sont arrivés, sont arrivés par eux-mêmes, grâce à leurs efforts personnels, car il n'y a pas des conditions favorables, il est difficile de parler d'intervenants sociaux.

Sophie : Est-ce qu'il y a des choses dont vous êtes fiers, que vous êtes arrivés à faire ? Et puis des choses qui sont difficiles pour vous ?

Une jeune fille : moi j'ai eu la chance d'intégrer une association « Touche pas à mon enfant »... J'étais la plus jeune. La difficulté, c'est mon entourage... Les autres jeunes préfèrent rester chez eux plutôt que faire quoi ce soit. Après, j'ai intégré une autre association « Mémoire pour l'avenir », je suis la plus jeune. Une association qui concerne l'histoire du Maroc du XX^e siècle et sa diffusion auprès des jeunes. J'en parle autour de moi. Oui, y a des gens qui sont intéressés, des jeunes à l'Université, dans mon quartier. Mais la plupart des jeunes sont renfermés sur eux-mêmes car il faut faire des études...

Une autre jeune fille : les jeunes sont renfermés sur eux-mêmes. Oui. Mais cherchez la cause, pourquoi les jeunes ne sont pas aussi motivés ? (Elle a milité pour une cause, et puis elle a laissé tomber à



Beaucoup de non-dits dans les relations Maroc - France... question de la sexualité, car au Maroc, il y a une violence sexuelle vis-à-vis des enfants, on viole les enfants et ils ne le disent pas à leurs parents car ce sont



Jamal : il y a eu plusieurs temps dans ces rencontres, les femmes, les cadres dirigeants, les jeunes... donc les personnes qui n'ont pas assisté depuis le début vont peut-être recevoir ce que je dis comme un « cheveu sur la soupe » mais je chemine dans ma réflexion ; il y a chez les femmes, je suis frappé par ça, une vraie demande de changements déterminants, institutionnels... le mot sexualité apparaît aujourd'hui... il y a une forme de changement à mettre en place, même si la loi existe, le changement des mentalités du père, du jeune, de la maman... comment avoir du recul, peut-on changer les choses... ? Hier pour les cadres dirigeants c'était comment sortir de ces déterminants... Comment on arrive à se dégager de ça, à sortir d'une appartenance qui existe depuis l'éternité ; quand on est Fassi, Soussi, pauvres, riches... On a beaucoup parlé de la compétence, mais par contre ce que l'on n'a pas entendu, c'est ce que font ces dirigeants eux-mêmes pour changer... On disait hier qu'ils avaient envie de changer les choses, non pas dans leurs organisations ou institutions, mais plutôt de s'exprimer à un niveau social dans des associations ; moi aujourd'hui, j'ai l'impression que les jeunes, qui sont à la fois très présents dans notre échange et physiquement absents (*ils viennent de partir*) mais présents ailleurs dans les réseaux sociaux, posent le problème de l'intégration, comment faire partie de... Trois choses m'ont frappé : la première c'est le témoignage de la jeune fille qui appartient à l'association « Touche pas à mon enfant ». On est au cœur de la

les oncles, les instituteurs... *réaction d'un marocain dans la salle* « il n'y a pas qu'au Maroc »... Jamal reprend : ici on parle du Maroc... je peux continuer ?... *brouhaha dans la salle... une femme dit que la pédophilie a toujours existé au Maroc... brouhaha...* Jamal continue : le simple fait que cette association existe aujourd'hui est une transformation, un vrai changement. Qu'il y ait des femmes, des parents qui se mobilisent autour de ça, c'est très fort et moi ça m'a beaucoup touché... Je voulais dire aussi que, dans cet espace, le mouvement du 20 février était aussi très présent... Ce qui m'a intéressé, c'est leur façon de débattre. Si vous les écoutez, ils disent : « il faut être dans le privé pour trouver du boulot ». Ça me fait penser à un débat que l'on a en France entre la gauche et la droite qui dit qu'il y a beaucoup d'assistantat... Moi je ne pense pas du tout qu'il y ait ici du boulot, et qu'il suffit d'en sortir pour en trouver ; c'est au contraire très dur, quand on n'a pas de famille, que l'on n'est pas équipé socialement et que l'on n'a pas de patrimoine... Je reviens au mouvement du 20 février et je pense que c'est une vraie volonté des jeunes d'être intégrés, d'avoir un ascenseur social et d'appartenir à la société.

Khadija : le mouvement du 20 février existait déjà avant, dans les associations de quartier... Il y a plein d'associations qui sont dans la proximité et la relation d'aide et il y a non seulement une demande historique

cause de son entourage). Il faut persister parce que c'est une cause qu'elle défend. Je ne pense pas que les jeunes sont aussi indifférents aux problèmes de la société qu'on le raconte. Moi, je ne suis pas très informée sur les associations. J'essaie d'interpeller d'autres jeunes à travers les réseaux sociaux... Les jeunes sont très actifs sur les réseaux sociaux et quand on les interpelle, ils ne restent pas chez eux, ils se posent des questions, et vous seriez étonnés de leurs capacités à avoir des idées.

Un jeune étudiant : en tant que marocain je suis fier d'avoir participé à une transition plus facile par rapport aux autres pays du Maghreb ; une difficulté que j'ai par rapport à la pression de mes amis qui font partie du mouvement du 20 février, c'est que pour eux, la seule solution c'était des solutions extrêmes, d'aller au front, de faire la révolution et de tout casser ; ils ont supprimé toute alternative pacifique et sincèrement je n'ai pas trouvé de solution, il fallait soit changer d'amis, soit chercher une autre association... (rires). Je n'ai pas réussi à les faire adhérer à mon idée ; mon hypothèse, c'est qu'une solution pacifiste existe et qu'en allant voter, en tant que citoyen marocain, on peut faire changer les choses. On a décidé d'un commun accord de ne pas parler de ces sujets-là et de rester amis. (Rires) Ils ont boycotté les élections...

Un autre jeune : Ce mouvement des jeunes intervenants sociaux a disparu. La plupart des jeunes ont adhéré à des partis politiques. La catégorie « jeunes intervenants » n'existe pas aujourd'hui au Maroc.

Une jeune fille : c'est moins médiatisé qu'avant, mais ça existe encore... Je n'assiste pas aux rencontres...

Une étudiante : la solution n'est pas d'adhérer à un parti, les jeunes sont pour le changement mais pas en adhérant à un parti.

Patrice Ville pense qu'il faut expliquer ce que c'est que le mouvement du 20 février.

Un étudiant : le mouvement du 20 février représente une partie des

jeunes qui ont demandé des réformes assez radicales en ce qui concerne les institutions au Maroc, qui étaient pour un changement du régime, de politique

Une étudiante : le 20 février, c'est la date où les jeunes sont sortis dans la rue pour protester pour un changement - personne ne peut nier qu'au Maroc on vit dans une situation très précaire -, pour lutter contre la corruption dans notre pays, contre la pauvreté, contre le chômage qui atteint un taux très élevé. Il y a un grave problème d'éducation au Maroc. On doit remettre en cause tout ça. Les jeunes sont descendus dans la rue pour expliquer leur indignation. Et la première fois où ils sont sortis en masse, c'est le 20 février.

Annie Charlotte : et ça a créé un mouvement après ?

L'étudiante : Oui, un mouvement. Et les jeunes ont été interpellés par les réseaux sociaux ; ils discutaient, mettaient en place un plan et des dates pour décider quand ils allaient sortir pour protester, échanger des idées, et élargir le groupe.

Souade : le mouvement du 20 février est composé de différents groupes. Il y a l'extrême gauche et il y a aussi les salafistes... La Salafia al jihadia...¹ C'est ça le piège. Il y avait 4 grands mouvements et parmi leurs revendications, il y avait une monarchie constitutionnelle au lieu d'une monarchie totalitaire et il y avait la revendication de l'état civil, revendication qui a disparu quand il y avait la Salafia al Jihadia.

Intervenant chercheur : je mène une enquête sur le 20 février, j'ai eu le privilège d'avoir accès aux archives, le travail a avancé et je dois dire que c'est un mouvement légitime parce qu'il se base sur les problèmes les plus hauts de la société marocaine, notamment les inégalités sociales, la domination politique de certains partis et de certaines familles aisées. Mais le mouvement du 20 février a été aussi l'occasion de fédérer des mouvements qui n'avaient jamais eu un statut légitime et reconnu par les pouvoirs publics et dans la scène politique, notamment le mouvement Al Adl oua Al Ihssane (Justice et bienfaisance). C'est le mouvement le plus fort au Maroc, il dépasse de loin le PJD, en termes de nombre de militants (on les évalue à 5 millions d'adhérents). C'est énorme ! Il n'adhère pas du tout au parlement ni au jeu politique. Il considère que la solution est à construire à l'extérieur de l'ordre politique établi et qu'il ne faut pas les instrumentaliser. Donc ils préfèrent travailler à côté et construire leur propre logique. D'ailleurs, ils considèrent qu'à un moment donné, il faut faire la révolution qu'ils appellent la Kaoma : tout le monde va se réveiller et faire la révolution sous l'ordre de leur chef charismatique spirituel ; c'est lui qui donne l'ordre, donc ce mouvement



va décider juste après les élections de se retirer du mouvement du 20 février.

Patrice : si j'ai bien compris, l'unité du 20 février, c'est la question que pose le mouvement, mais ensuite les gens sont en désaccord sur les méthodes pour répondre.

Annie Charlotte et Sophie : laissez la parole aux jeunes !

Sophie : dites aussi comment vous vous situez dans ce mouvement, pas forcément de façon politique

Saida : alors, je me représente, Saida, infirmière, étudiante en psychologie du travail, et en tant que jeune j'ai pu réaliser un acte dont je suis fière, c'est de faire un master, réaliser ce rêve, et en parallèle je travaille. Réaliser les deux en parallèle n'est pas facile et demande vraiment beaucoup d'efforts personnels, c'est vraiment très, très, très pesant, cela demande de tout faire, vraiment tout gérer soi-même, heureusement que j'ai un revenu pour pouvoir faire mes études. Je dois être présente à mon travail à 8 heures et je gère seule toute la structure, on ne va pas m'aider, on me dit : tu es fonctionnaire, tu dois jouer ton rôle de fonctionnaire ; et de l'autre côté à la fac, tu dois jouer ton rôle d'étudiante, tu ne dois pas avoir de rattrapages, pas d'absences, avoir de bonnes notes, faire des exposés, faire tes travaux, voilà le fait de pouvoir gérer tout ça, c'est à la fois une fierté et une difficulté, des fois c'est une fierté et des fois c'est une difficulté. En fin de compte, quand on arrive à réaliser quelque chose, ça fait plaisir, venir à la fac, c'est connaître aussi un milieu, d'autres personnes, c'est un moyen de se développer, comme de participer à des événements comme celui-ci... Pour d'autres personnes qui doivent chaque jour, chaque mois, chaque semaine demander de l'argent à leurs parents, cela doit être encore plus difficile, voilà, dans le milieu universitaire ce n'est pas facile. À l'étranger un ou une étudiant(e) peut faire un travail à mi-temps à côté, pas pour avoir plein d'argent mais juste pour avoir un minimum. C'est pesant de demander chaque fois à ses parents, cela pèse pour un jeune marocain.

Ahmed : je vais partager mon expérience en trois phases, la première c'est d'avoir travaillé comme psychologue clinicien dans le tissu associatif au Maroc, à Casablanca, à Kénitra, à Meknès, différents centres accueillant différentes catégories d'enfants, précaires, handicapés physiques ou mentaux. Puis en 2007 j'ai voyagé à Barcelone, c'était un voyage d'apprentissage, de partage de connaissances et d'expériences, j'ai effectué un travail dans un centre d'accueil d'enfants immigrés du monde entier, pakistanais, etc. ; j'étais animateur et médiateur dans un centre de prise en charge des enfants en risque social, j'ai appris leur manière de fonctionner, de prendre en charge à Barcelone, j'ai dû aussi apprendre deux langues, l'espagnol et le catalan, cela a duré trois ans ; puis j'ai voyagé à Bruxelles pour travailler aussi sur les dispositifs d'intégration d'enfants venant du sud, j'ai travaillé dans un centre, et dans une maison d'enfants

pendant deux ans. Puis j'ai décidé de retourner au Maroc et j'ai commencé par un master de psychologie du travail, pour comprendre d'autres manières de travailler sur le plan organisationnel, donc pas en tant que psychologue clinicien, mais au contraire travailler sur le système organisationnel, voilà et dans ce cadre j'ai rencontré Sanae. Alors depuis mon retour, je ne sais pas si je dois me situer en tant que jeune, moins jeune, qu'est-ce que la jeunesse, c'est une question ? - brouhaha - j'ai eu cette expérience riche de partage de la volonté d'échanger et d'apprendre que ce soit à Anderlecht ou Bruxelles, et si je viens ici c'est encore pour avoir une autre vision sur comment organiser, réagir, agir, comment instaurer d'autres dispositifs de fonctionnement au sein des centres associatifs. Je me sens bien par rapport à ces expériences et ça, c'est ma fierté en tant que marocain d'avoir une expérience et de revenir.

Un jeune homme : j'ai une question à adresser aux jeunes qui adhèrent à des associations, le mouvement du 20 février a été instrumentalisé. Alors, quel est l'avenir de ces jeunes qui sont dans les associations qui ont produit le mouvement de février ? Quel est l'avenir de leur action ? Je ne sais pas... À mon sens, il faudrait que l'État donne la main, donne des moyens aux jeunes car certes le mouvement a été instrumentalisé mais on voit que l'État ne veut pas que ces jeunes aient réellement la liberté totale de réfléchir et d'agir...

une jeune fille : à propos de l'instrumentalisation du mouvement, tu dis que les gens militent pour le changement, pour que l'État donne des moyens. Moi je suis jeune bachelière, en été on recherche des facilités parallèles, pas pour se faire plaisir mais pour se rendre utile vu que pendant l'année on a été bien occupé. On ne trouve pas de job d'été, alors on se dit que le bénévolat cela peut être une bonne



chose à faire car cela permet de se sentir utile.

un jeune homme : personnellement j'en reviens toujours à la même chose, je pense que le mouvement du 20 février est un

anachronisme car il aurait été utile il y a 20 ans de cela ! Tout le monde connaît les années de plomb et ce qu'ont souffert certains marocains, mais là, venir prendre le train en cours de route alors que des changements sont entrepris au niveau de la constitution, au niveau des démarches de projet qui ont été entreprises depuis 10 ans et prétendre que c'est grâce à ce mouvement que l'on a pu faire tout ça, et bien je trouve que c'est voler un peu le fruit et la vedette à la personne qui a initié ces changements et ces mises à jour. Maintenant, je passe à un autre sujet. En tant que jeune, cela va peut-être vous paraître bizarre, mais je n'ai pas de quoi être fier. Pourquoi ? Parce que toute ma vie est basée sur la logique : avoir de bons résultats, avoir de bonnes notes, avoir un bon travail c'est logique. Comment être fier de quelque chose qui doit être fait automatiquement... Lorsque j'aurai trouvé un boulot, j'aurai de quoi être fier, mais là, je vis chez mes parents, ils financent tout, je n'ai pas de quoi être fier hein ! C'est le paradis ! *Rires de*



l'assistance - je serai fier lorsque j'aurai atteint le sommet de la pyramide de Maslow - *éclats de rire...*

Turia : moi aussi j'habite chez mes parents, je voudrais savoir comment tu te projettes, comment tu vois l'accès au marché du travail ?

Le jeune homme : alors je commencerai par répondre à une question que vous n'avez pas posée - *éclats de rire* prolongés - Si vous arpentez l'avenue Mohamed V, vous allez voir des jeunes qui manifestent pour le travail... Du travail, il en existe dans les établissements privés, mais

certains jeunes diplômés refusent de travailler dans le privé, ils veulent travailler pour l'État et se reposer sur leurs lauriers. Pourquoi l'État ? Revenu garanti, mois fixes, avantages qu'on n'aura pas dans le privé où il faut être strict, il faut travailler, il faut donner ! Alors, voilà pourquoi ils manifestent... On peut facilement trouver un travail dans le privé si on sait où aller, il y a des investisseurs étrangers, je ne vois pas de difficulté à aller travailler chez eux personnellement. Dans le milieu du travail, la difficulté que je vois, c'est qu'il y a de la concurrence, il y a des difficultés pour accéder à un poste, pour déposer ton projet mais sinon à part ça la vie est belle - *éclats de rire* -.

Intervenant chercheur : Trouver un job, OK mais comment tu vas faire pour avoir ce job ?

Le jeune homme : je vais envoyer des candidatures spontanées, déposer mon CV, répondre à des annonces, sur internet...

La jeune fille bachelière : il a la vision que la réussite est naturelle, rien de spécial, étudier et trouver un job, c'est automatique, il n'y a pas de quoi en être fier. Pour moi, pas du tout, la réussite c'est être satisfait du minimum de ce qu'on a fait, tu ne dois pas attendre d'avoir atteint le sommet, sinon tu ne vas jamais être satisfait, tu vas toujours en demander plus.

Voix d'une autre jeune fille : sans vouloir trop pencher politique et revenir au mouvement, tout à l'heure, tu as dit que le mouvement n'a rien fait et qu'il s'est approprié le changement déjà réalisé, les idées passées, mais il ne le nie pas ; le mouvement du 20 février ne s'est rien accaparé, les slogans c'étaient d'anciens slogans des militants de gauche, le mouvement ne le nie pas du tout. Et quand tu dis que le mouvement ne sert strictement à rien - brouhaha - un mouvement ne vient pas d'un jour à l'autre. Pour changer un pays qui a été colonisé, qui a une grande marge d'évolution, il faut énormément de temps, il faut énormément d'années, voilà pourquoi le mouvement va continuer à militer !

Une jeune fille : Et quand tu dis que le mouvement ne sert strictement à rien, non, le changement ne vient pas d'un jour ou l'autre ! Donc changer des sociétés, des pays qui ont évolué, qui ont une grande marge d'évolution par rapport à nous, ça leur a pris énormément de temps, énormément d'années.

Le jeune homme : ce que je ne comprends pas, puisque tu sais que ça va prendre du temps pour arriver à un changement complet pour atteindre les objectifs, pourquoi ne pas y aller par étapes ? Pourquoi vouloir brûler les étapes et vouloir passer directement de A à Z ?

La jeune fille : les gens revendiquent pour exprimer leur

mécontentement, ils sont sortis en masse, mais il n'y pas un changement tout de suite. On commence à exprimer, parler de la corruption. Tout le monde dit, mais personne n'en parle, comme si de rien n'était... Ils veulent parler à voix haute pour le dire, pour dire que voilà, nous sommes en train de vivre une situation précaire, là on veut un changement. Ça a commencé, ils ont été entendus et petit à petit ils sont en train de restaurer et de changer un peu les réformes.

Le jeune homme : en ce qui concerne le mouvement, je trouve qu'il n'est pas uni, parce que trois personnes demandent une chose, quarante personnes en demandent une autre, il n'y a pas de consensus, c'est pour cela qu'on a parlé de l'instrumentalisation. Moi personnellement, je ne suis pas contre le changement, mais la manière avec laquelle on opère ce changement, c'est là où est la différence.

Sophie : Je crois qu'on a compris vos points de vue différents. Soraya, tu veux nous dire quelque chose... ?

Turia : Moi je me sens aussi touchée par ce mouvement et ce n'est pas parce que je suis marocaine, mais aussi parce que je suis jeune. En France, les jeunes n'adhèrent pas forcément à des associations, mais se retrouvent et communiquent au travers des réseaux sociaux ; ils sont dans des « micromouvements » avec leur conception de « l'esprit collectif », avec leur mode de mobilisation. Après sur mon parcours scolaire, j'ai fait un master en économie puis un master RH et stratégie du changement, et je suis assez

surdiplômés. Je trouve que c'est cela la problématique des jeunes en France, c'est de ne pas pouvoir avoir de l'espoir professionnel tout de suite. Comme les stages ne sont pas accessibles facilement en France, le boulot non plus, il y a des jeunes qui sont en galère et il y a un retour en arrière vers le « capital famille » qu'on utilise pour accéder à ce qu'on veut. Je trouve qu'il y a un retour en arrière par rapport à ça, au niveau de notre génération... je le ressens et je ne parle pas que de moi, je vois chez mes amis, une dépendance aussi à nouveau au capital familial.

Souade : Moi, ce que je voudrais rajouter par rapport aux mouvements, manifestations, personnellement je participais à tout ce qui est manifestation ou grèves donc j'étais toujours là. Chaque fois qu'on me demandait, j'allais assister, c'est une manière de m'exprimer, d'exprimer mon avis, ce que je ressens par rapport à certains problèmes, donc c'est purement personnel. Je n'attends pas un retour, je dis ce que je pense ; est-ce que ça a un effet ou ça n'a pas un effet ? Je pense que oui.

Sophie : Je propose qu'on passe au deuxième temps où ceux qui ne se sont pas encore exprimés donnent leur regard, ce qu'ils ont ressenti dans cet échange, peut-être aussi sur les questions que l'on a posées aux jeunes.

Fouzia : j'ai été très touchée d'entendre ces paroles-là, car même si je suis éducatrice spécialisée, j'ai été amenée à être en relation avec des jeunes. Je voudrais faire un amalgame, parce que depuis qu'on monte le projet de ferme pédagogique au Maroc, on rencontre plutôt des jeunes du milieu rural. C'est encore une autre histoire, parce que la tradition est encore très présente, les jeunes sont en soumission par rapport aux parents, aux traditions. Dans le cadre de notre projet, nous avons à trouver des référents par thématique, et ce qui a été intéressant, c'était déjà d'apporter une écoute, de solliciter leur regard sur le territoire et leur regard du territoire. Ce qui était intéressant, c'était de leur proposer déjà, en tant qu'adulte, justement de s'exprimer. On a posé le postulat qu'en fait, ils avaient une connaissance de leur territoire et des difficultés ; ces espaces qu'on leur a offerts leur ont donné envie de s'engager et d'être personnes-ressources dans la construction du projet et dans l'association, d'autant plus que c'est sur un territoire avec des parents à 80/90 % analphabètes. Ils ont un rôle à jouer parce qu'ils sont allés au moins à l'école primaire, et qu'ils peuvent être acteurs du changement sur leur territoire. Je pense que c'est le regard et la place qu'on leur laisse qui leur permettent de faire émerger un désir. Par rapport à la famille, j'ai ressenti que c'était de plus en plus difficile d'être sous la dépendance familiale. La famille devient un recours obligatoire parce que les loyers ont beaucoup augmenté, le travail se trouve quand même très difficilement, surtout quand on n'a pas de diplôme ou même parfois avec des diplômes et cette dépendance est très difficile à vivre. Mais cela, je le constate à fois en France et au Maroc, les étudiants, les jeunes restent de plus en plus longtemps chez leurs parents. Donc trouver sa place, construire sa propre famille ou sa propre vie en autonomie ça devient compliqué. Mais quelle place on leur laisse effectivement quand on

d'accord avec toi, moi je suis fière d'avoir réussi à développer des connaissances et à étudier, car c'est dans mon éducation. Ce qui a été difficile surtout, c'est de choisir et poursuivre ma voie, d'être en concurrence dans ce contexte de crise, avec les jeunes qui se sont formés plus rapidement et de manière plus opérationnelle... Avec bac + 5 , comme on dit en France, on est considéré comme



entend des jeunes qui veulent se mobiliser sur des projets associatifs ? Comment fait-on pour ne pas les décourager ? Et nous les anciens qui avons une certaine expérience, comment on la partage avec eux, comment on leur donne de petites responsabilités puis davantage, parce qu'ils ont aussi leur regard, leurs savoir-faire, leurs connaissances dans certains domaines. En France, on met en place en ce moment tout ce qui est service civique... Je crois qu'en attendant de trouver parfois un emploi, ça forme, ça fait des transitions, ça donne une expérience, ça confronte au regard des adultes, on travaille ensemble.

Souade : pour moi, il y a deux éléments à retenir de ce débat. 1) On a eu des difficultés à mobiliser des jeunes pour cette rencontre, alors qu'ils arrivent à se mobiliser à travers les réseaux sociaux. Il y a une certaine frontière

entre le monde réel et le monde virtuel. Ils sont actifs dans le monde virtuel sans frontières, alors qu'il y a un enfermement dans le monde réel, il y a frontière. 2) ce qui a attiré mon attention dans la présentation de Soraya et la présentation des autres jeunes du Maroc, c'est la question de la mobilisation, à travers la question du mouvement du 20 février, la question d'adhérer ou de ne pas adhérer : comment on vit sa vie de jeune ici et comment on vit sa vie de jeune ailleurs.

Ali : la première chose que j'ai ressentie énormément, c'est que ces jeunes, en tout cas ceux qui se sont exprimés, sont terriblement différents de nous sur certains points (je parle de ma génération, quand on était jeune), et terriblement semblables à nous sur d'autres points. En les écoutant, je me suis rappelé tout ce qu'on a vécu ici. Alors, qu'est-ce qui est différent ? Ce qui est différent, c'est le contexte social, économique, cette mondialisation qui fait qu'effectivement il y a des modes de vie, des styles de vie, une génération « Y » avec la technologie, MacDo, avec la prégnance de la consommation qui est très importante dans cette mondialisation qui donne au Maroc un contexte qui peut ressembler à d'autres contextes ailleurs. Cela donne des désirs et des formes d'identification. Mais ce qu'ils ont dit m'a aussi rappelé quand on était jeunes. Dans les années 70, on galérait pour exister, pour devenir sujet. J'ai bien aimé ce qu'a dit le jeune sur la pyramide de Maslow, la réalisation de soi au sommet de la pyramide. On cherchait à être sujet de nous-mêmes et pas simplement les enfants de nos parents avec des normes à respecter, etc. On cherchait à être sujet de différentes manières. D'abord, accéder à une autonomie, avoir la liberté était très important. Notre génération voulait une liberté qui était fondamentale, qui n'était pas si évidente que ça, c'est la liberté sexuelle. On parle très peu de la sexualité et je sens que ça continue. On avait du mal à aimer, à s'aimer et à satisfaire le besoin de l'adolescent qui grandit, qui devient jeune, de rencontrer une nana, de lui dire des choses. On devait se cacher pour faire des trucs, la prostitution était très développée, et donc en tant que garçons, c'était les lieux de plaisir. Donc il n'y avait pas d'un côté : comment être sujet ? Et de l'autre partie : comment être acteur social ? Nous avons envie de créer quelque chose parce qu'il n'y avait rien. Après nos études, il y avait du temps, il y avait le farniente et on avait beaucoup d'énergie, on avait beaucoup de ressources. On voyait la pauvreté, on voyait l'analphabétisme, donc on a cherché à créer des associations, à créer des choses. Je rejoins là ce qui a été dit tout à l'heure par la jeune fille, de s'investir dans le monde associatif pour être dans la société comme sujet agissant dans la société et ce n'était pas si simple,

parce qu'on devait se bagarrer pour mobiliser des gens. On avait du mal à avoir des gens autour de nous, on avait du mal à faire venir une fille, parce que les filles au bout d'un moment, elles ne sortent pas



comme ça... Et on avait du mal aussi avec les autorités, dès qu'on se rassemblait. Par exemple, je créais un ciné-club avec des amis, les *Mokhazni* (les agents auxiliaires de l'autorité) venaient assister aux séances de films, pour voir si on ne parlait pas de politique et il y avait des contrôles terribles. Mais on voulait exister, on voulait avoir une autonomie, on voulait accéder au plaisir, on était énergiques, on avait besoin de manger, de s'amuser, d'aimer, d'être aimés, il y avait beaucoup de frustration. Du coup, les projets qu'on recherchait, c'était aussi pour dépasser cette frustration. Je pense qu'il faut raisonner sur ce double registre. Qu'est-ce qui est commun ? Qu'est-ce qui est différent ? Qu'est-ce qui a changé dans le contexte ? C'est pour cela qu'on revient sur cette notion du sujet. Un jeune aspire à être sujet, sujet autonome par rapport à sa vie, à son existence, à construire et cela, c'est irréductiblement humain, et je m'arrêterai là.

Intervenant chercheur : Moi, pour revenir sur la question d'Ali, si j'ai à faire une

différence entre la jeunesse d'hier, celle d'Ali et la jeunesse d'aujourd'hui, je peux dire qu'avant les jeunes étaient des rêveurs. Le rêve était fondamental dans leur action, ils faisaient tout pour rêver. Les jeunes

aujourd'hui sont de véritables réalistes pragmatiques. Je peux m'appuyer sur un seul élément fondamental : je n'ai jamais vu ce que j'ai vécu ici et ailleurs, des gens qui s'ouhaitent redoubler à la fac. Avant, les gens voulaient absolument rester à la , même s'ils réussissaient, ils ne voulaient pas avoir leur licence, leur maîtrise pour ne pas quitter la fac, ils restaient pour rester. Aujourd'hui, c'est tout à fait le

contraire, les jeunes intègrent la fac pour avoir tout de suite un diplôme, en un laps de temps très court, ça, c'est un changement qui me paraît essentiel.

Patrice : j'ai à dire deux petites choses en fait. Il y en a une, c'est la question sur les rencontres des deux Rives : l'espace des jeunes apparemment, c'est les réseaux sociaux et j'ai envie de dire : « flûte, on ne va pas pouvoir y échapper ! ». Mais finalement,

si on ne passe pas là-dedans, et bien, on ne passe pas dans leur mode d'échanges, de communication, c'est un fait. Après, ce qui m'a frappé finalement dans les discussions, c'est le rôle de l'État, y compris en matière de liberté sexuelle. Au fond, l'État est en ligne de mire, l'État qui doit bouger, qui doit changer. Tout à l'heure, une jeune fille disait qu'il y a le problème de la façon dont on met les jeunes en contact avec l'État. Pour l'instant, ils décrivent une situation dans laquelle l'État refuse le contact. J'ai trouvé cela un peu intrigant et intéressant, comme un point d'interrogation pour nous : mais nous alors, dans les rencontres entre les deux Rives, il doit y avoir quelque chose à construire de ce contact avec l'État et avec cette transformation de l'État.

Hamida, je suis sociologue, je mettrai l'accent sur l'actualité au Maroc, il y a un jeu de manipulation sociale, je ne parle des différences de générations. C'est une manipulation sociale qui date depuis plusieurs années. **On a développé des stratégies pour éviter la confrontation,** que ça soit la **confrontation politique, ou la confrontation sociale et surtout la confrontation concernant les libertés individuelles.** Et je résume notre liberté sexuelle ; je dis à mes étudiants qu'on a besoin d'une révolution sexuelle pour vivre en paix entre nous hommes et femmes ; avec ce problème de contact ou cette absence de vérité sexuelle... on est dans la difficulté de confrontation, dans une relation d'absence de confiance, ce qui fait que les filles, les femmes ont développé une forme



de défiance vis-à-vis des hommes, qu'elles considèrent comme irresponsables... Et les hommes sont à leur tour hyperprotégés, on ne va pas revenir sur l'éducation qui fait que les hommes sont ce qu'ils sont... J'étais triste que les jeunes ne connaissent pas notre histoire, celle de la société marocaine. a l'impression que ça démarre avec les islamistes, et en fait on oublie les années 70 et 80, quand les hommes et les femmes, pour leur liberté, se cachaient ; on a développé des réseaux pour se cacher, pour vivre notre vie. Maintenant, c'est une autre forme de manipulation, on crée des relations amoureuses par le virtuel, on se cache dans le virtuel, je ne dis pas qu'internet n'a pas un impact fort, non ce n'est pas ce que je veux dire... Mais il y a toujours cette réalité de non-contact physique, pas d'affectivité dans l'acte sexuel ; il n'y a pas que le sexe, il y a l'affectivité et je dis que **cette absence d'affectivité pose un vrai problème pour les jeunes au Maroc** surtout qu'ils sont en contact, contrairement à d'autres générations, avec ce qui se passe ailleurs, avec les films, avec internet. Il y a toute cette question est-ce que je m'appartiens, est-ce que j'appartiens à l'autre, est-ce que j'ai le droit de parler en termes de « Je », en termes de « Nous » et la question se complique avec le vestimentaire qui est aussi un moyen de contrôle parce que nous ne sommes toujours pas libres et je reviens systématiquement à l'affectivité, à la sexualité. Il faut casser ce tabou, je ne sais pas comment, mais je crois que c'est ça le problème fondamental. Ça se complique avec la



manipulation du droit, nous avons une constitution qui dit qu'il y a les libertés individuelles, mais il y a la moralisation politique et ça pose un autre problème, celui de la manipulation mentale intellectuelle des acquis par le religieux ; il y a la négation des droits par une moralisation du religieux. Puisqu'on n'a pas éduqué nos enfants à dire et à penser librement, dès qu'on revient vers le religieux, tout se casse ; tout se bloque il y a la négation de soi... Nous sommes dans une situation de surprotection. Mais il y a aussi l'hyper protection de l'enfant, on a été tellement confronté à une

situation dure, on ne voudrait pas que l'enfant souffre ; dans le mouvement, on cherche un droit pour être dans une situation de protection et de confort, je veux travailler et être fonctionnaire... J'aurais aimé entendre un étudiant qui travaille sur les aspects vestimentaires du mouvement du 20 février et c'est extraordinaire, car vous êtes dans les mêmes confusions, la fragmentation, la non-identification, le regroupement, l'apparence, l'absence de projet, de projection à cause de cette absence d'éducation politique et de la récupération politique... il y avait ce mot de changement, mais dans quel sens ? Il a plusieurs sens, islamique, marxiste, social ou sens des jeunes, ce qui fait qu'il n'y avait pas ce que une récupération positive pour pouvoir parler avec ces jeunes du sens ; ceux qui ont été discriminés ont été ceux qui étaient moteurs pour un changement, mais ils n'étaient pas politisés... On est au Maroc **dans**



une manipulation de tout ce qui peut nous faire éviter l'affrontement...

Même les plages, on galère pour aller sur une plage. Il suffit d'observer cette manipulation, il n'y a que le masculin qui occupe l'espace public ; encore une fois le non dit, même chez nos intellectuels et nos progressistes, je suis désolée, même chez les plus modernes, dès que l'on parle de cette affectivité sociale et sexuelle, de cette liberté, ça devient un vrai problème ; il y a une affectivité étouffée... Vous avez parlé de prostitution, mais dans une relation d'affectivité toutes les femmes deviennent des prostituées ; très souvent il y a cette connotation : j'aime X, je me marie avec Y... Je suis un peu dure mais je crois que c'est une réalité sociologique et qu'on doit se voir, entre notre discours et notre réalité...

Jean : je voudrais réagir par mots-clés, la question des stades, les différences entre les écoles de médecine, les écoles d'ingénieurs, et la faculté ; les maoïstes, les trotskistes, une grande politisation... Même en France il y a eu une politisation dans les années 70 qui a complètement disparu. Il faut se dire que le moindre mouvement

mais aussi une demande régionale. Voilà une question que je voulais me poser avec vous : il y avait dans la gauche marocaine et les années 70 une stratégie d'opposition ; il y a dans les années 80/90 cette fameuse transition démocratique avec une autre stratégie de construction ; les mouvements sur les droits humains, féministes ont commencé à dire « je propose », je suis dans les amendements, je propose des lois... etc.... Ma question est, et ça me pousse à réfléchir maintenant à l'après-Rencontres : mais pourquoi ces jeunes qui ont construit le 20 février et qui étaient dans l'opposition, ont-ils produit une idéologie qui se base sur le progrès, sur le pragmatisme... Est-ce une question de génération ? Ça me pousse à aller fouiner, faire de la réflexion dans les partis de gauche,



comment ça ne fait pas partie de leur réflexion, etc..**Annie Charlotte** : Moi ce qui m'a frappé chez les jeunes, c'est le fait qu'on est tout seul, on ne peut compter que sur nous, on n'a pas d'étayage, on n'a pas d'aide ; c'était très intéressant par rapport à ce que l'on entendait hier, avec les cadres dirigeants, où l'on disait que l'on était étayé de partout, la famille... Donc là, il y a un contraste très important. Je voudrais dire aussi que je trouve que l'on n'a pas beaucoup échangé, on n'en a pas eu le temps. Par contre, ce que j'ai trouvé intéressant, c'est qu'il y ait de grandes différences entre eux et vous et c'est ça qu'il serait intéressant de creuser... Cela dit aussi qu'il n'y a pas une seule jeunesse, il y a plein de jeunes et de sensibilités différentes, et c'est ça qui est compliqué dans la façon de se réunir, c'est ça qui rend difficile de faire du collectif. Ce que j'ai aussi beaucoup entendu dans cette difficulté à faire du collectif, c'est qu'à chaque fois on est instrumentalisé. C'est aussi la responsabilité de notre génération d'avoir des catégories aussi interprétatives, des façons de dire le mouvement, qui font que les jeunes se retirent. C'est très difficile de réagir en essayant de rester ouvert à ce que diraient les jeunes qu'on n'aurait pas entendu... On dit :

« les jeunes ne rêvent plus », et « ce n'est pas comme nous avant ». Mais moi, je n'en sais rien, je ne vois pas pourquoi les jeunes ne rêveraient plus. C'est très compliqué, il me semble qu'il faut plus de temps pour aborder tout ça... il peut y avoir une autre forme d'expression sur la sexualité (nous, on la criait sur tous les toits) ... Il me semble qu'il faut beaucoup de précautions pour aborder les thématiques, par exemple l'islamisme, la sexualité... parce que je pense qu'il y a la peur de la récupération, ne pas être entendu et d'être renvoyé à sa solitude.

Patrice ajouter qu'il y a aussi une problématique de type « Faites la guerre, pas l'amour » ; il y a un courant qui est pour la violence, qui est anti sexe violemment.

Annie Charlotte : on ne les a pas entendus parler de ça...

Patrice : Non, mais c'est un courant qui existe !

Hamida : on a besoin de temps, oui, mais le problème est que ce temps fait marche arrière, marche avant... Je trouve les jeunes que je rencontre à la fac un peu désespérés, perdus. Ils avaient l'impression qu'ils étaient libres, mais tout d'un coup ça se ferme... La question c'est : comment nous libérer de ce temps qui nous use, et comment les jeunes peuvent vivre ouvertement parce qu'ils ont leur affectivité, leurs relations amoureuses, leur complicité ? Ma question est de savoir comment les aider à vivre ça dans une réalité concrète, sans le père, sans le frère, sans le mokhazni, sans rien du tout... Il est temps aussi de reconnaître des réalités, des vérités au Maroc ; ce ne sont pas les Occidentaux qui nous ont amené la pédophilie... Elle est ici depuis toujours. C'est ce qu'on appelait Al rhilmane « faire l'amour avec l'homme, castrer l'homme »... il y a des poètes, Abou Nawass par exemple, qui ont chanté l'homosexualité, la pédophilie. Je rappelle le texte de Nawal Saadaoui, il racontait



l'histoire d'une fille qui s'est fait violer par son oncle ; la solution, c'était de la tuer ; l'oncle et le père étaient tous les deux d'accord pour sauver leur honneur... C'est cette sexualité dans l'absolu qui pose problème. Un ami, à Villeteuse, m'a dit « heureusement, nous, on n'a pas ça ». Je lui ai dit : « dis plutôt nous heureusement, on ne parle pas de ça », chut, hchouma, chut, hchouma. La question de se donner encore le temps ? Mais pour aller où exactement ?

Un autre intervenant : j'ai été en Espagne, la question de la transmission des valeurs, comment on exprime le désir, c'est très différent d'ici, la culture de l'expression est différente. Comment vivre et accepter la différence entre les cultures ... ? L'autre différence culturelle aussi, c'est comment vivre la jeunesse...

Ali : quand on parle des jeunes, ce n'est pas une catégorie homogène. Ce qui est important et qui n'a pas encore été dit, c'est la question de l'appartenance et de la classe sociale : entre les jeunes très pauvres, des classes riches, et ceux des classes moyennes, ce n'est pas du tout la même chose... Que ce soit notre génération ou celle des jeunes d'aujourd'hui, quand on a la possibilité de vivre à l'aise, de faire des études, d'être intégré, de faire des projets ; ce n'est pas la même chose que quand on galère et qu'on est pauvre. C'est ce qui s'exprime aussi comme phénomène de résistance à ce qui bouge... Les jeunes très « pauvres » peuvent attaquer les jeunes du « mouvement du 20 février » qu'ils voient comme des privilégiés.



Conclusion et perspectives

En conclusion et en guise d'ouverture sur les suites de nos travaux, nous pouvons mettre en lumière trois aspects de ces rencontres :

Le premier concerne le processus de ce projet de Rencontre qui nous a amenés à élargir la notion d'Intervention psychosociologique à celle de l'intervention sociale.

Le second concerne le contenu des échanges et ce qu'il révèle des caractéristiques de la société marocaine, de ses évolutions, blocages et régressions ; mais aussi sa dynamique de résistance, création, lutte pour des avancées démocratiques et anti-sexistes.

Le troisième concerne le dispositif de ces Rencontres, ce qu'il a permis et ce dont il reste porteur comme potentiel de changement.

L'intervention sociale :

Le processus de nos échanges dans ce projet nous ont permis de construire ensemble :
la notion d'intervention sociale

un dispositif de rencontre qui croise les regards et les pratiques d'intervention sociale des intervenants-consultants français et marocains sur des problématiques et demandes d'institutions, associations...Marocaines et françaises (et plus tard entre pays de la Méditerranée)

Un débat sur la fécondité et les limites du dispositif des 2 Rives.

La notion d'intervention sociale :

Dès le début du projet, les membres groupe composé de psychosociologues, de socioanalystes et de sociologues, français et marocains, ont ressenti le besoin situer leurs cadres de référence sur la notion d'intervention. Nous avons élargi la notion d'intervention psychosociologique telle que la définissent Jean Dubost et André Lévy : « Le terme d'intervention psychosociologique qualifie d'abord une activité de consultation conduite par des professionnels d'une discipline déterminée ; on parle aussi d'intervention

psychologique, socio-pédagogique, sociologique, etc. Le fait de se référer à une discipline scientifique sous-entend que l'activité est liée à une pratique de recherche où collaborent, dans des rôles distincts, psychosociologue et acteurs, et qui se poursuit dans un après coup, notamment théorique » (In Jacqueline Barus Michel, Eugène Enriquez et André Lévy« Vocabulaire de Psychosociologie », édition Ères p. 409).

Pour revenir à l'intervention sociale, nous nous sommes accordés sur l'idée qu'au-delà de l'intervention conduite par un professionnel sous forme de consultation, de supervision, ou d'un accompagnement de collectif ou d'une organisation, l'intervention sociale concerne les acteurs intervenants dans les sphères de l'économie sociale et solidaire, des associations et des institutions publiques et privées avec une visée démocratique, de transformation des institutions et des rapports de pouvoir. Elle consiste également à ouvrir aux acteurs un espace de concertation, d'échange sur leurs représentations et sentiments afin de leur permettre de mieux comprendre la signification des situations vécues, et des problèmes rencontrés et de construire ensemble les réponses qui leur permettent d'arriver à leur fin.

Dans le cadre des Rencontres 2012 de Rabat, les acteurs que nous avons rencontrés sont : des associations de Femmes qui souhaitent « travailler » sur leurs pratiques et formes d'actions locales, des Cadres dirigeants qui sont intéressés par le travail sur leur trajectoire sociale et leur rôle dans la société civile pour transformer la société, des Jeunes, en tant qu'« intervenants » pris à la fois dans leur désir d'intégration et d'insertion dans la société mais aussi dans leur souhait de la faire changer.

Pendant les Rencontres l'enjeu était de penser collectivement les situations vécues, les pratiques d'intervention sociale, et de s'interroger sur ce que devient l'intervenant, sa place et son rôle dans la société.

Le contenu des échanges :

Les Rencontres nous ont donnés à voir quelques caractéristiques et éléments d'analyse de la société marocaine. Parmi ceux-ci on peut retenir :

L'omniprésence et le pouvoir du Makhzen : la double tutelle

L'importance des déterminismes sociaux et d'appartenance collective et leur prégnance et/ou conflit sur/avec les choix individuels du sujet, les modalités de dépassement.

La persistance du conflit entre tradition et modernité, ou de leurs avatars et les conséquences politiques et culturelles.

La place toujours dominée de la femme, domination qui reste incompatible avec la démocratie

L'omniprésence et le pouvoir du Makhzen : entre prédation, contrôle et répression :

Dans les différentes rencontres : femmes, cadres dirigeants, jeunes, le Makhzen, plus exactement l'État Makhzien est omniprésent. Rappelons que la notion de Makhzen, de laquelle vient le nom de magasin en français, était l'espace dans lequel on stockait les denrées alimentaires, généralement du blé, qu'on récupérait comme impôt acquitté par les tribus en échange de leur protection par le Roi. Cette notion de « Makhzen » a ensuite évolué pour devenir synonyme de « l'appareil administratif et de contrôle de l'État » qui s'est mué, tout au long de l'histoire du Maroc, en appareil de répression des révoltes et des revendications des citoyens, d'où la crainte qu'il a toujours inspirée pour la population. Cette double fonction du Makhzen reste très présente. Elle l'est chez les cadres dirigeants, dans sa version prédatrice et corruptrice « il faut partager avec ou soudoyer l'agent de l'autorité pour faire des affaires, à moins qu'on connaît quelqu'un qui... ». Le Makhzen est aussi présent dans le contrôle des initiatives et expériences au niveau local ou national par les femmes. Il est encore plus présent, avec ses hraouates (gourdins) dans la répression des manifestations des jeunes. Il n'y a qu'à constater la sauvagerie avec laquelle les manifestations pacifistes du mouvement du 20 février ont été traitées par les forces de l'ordre et leurs « balthagias » (bandes de casseurs utilisés par la police contre les jeunes manifestants) pour

se rendre compte de la continuité de cette fonction répressive du Makhzen, alors que le droit à manifester est reconnu par la nouvelle constitution !

La question de l'organisation des différents mouvements (de cadres dirigeants humanistes, des femmes et des jeunes) se pose avec acuité. Leur capacité d'influence sera fonction d'une organisation intelligente et pérenne. De l'animation et de la conduite démocratique et éclairante de ces différents espaces dépendra leur avenir et leur capacité à infléchir le cours des choses. L'apport des sciences humaines à cette étape de transition démocratique est fondamental pour éviter le hold up réactionnaire de ce fragile Printemps arabe.

L'importance des déterminismes sociaux et d'appartenance et leur prégnance et/ou conflit sur/avec les choix individuels du sujet : quelles modalités de dépassement ?

L'appartenance personnelle à un genre, une famille, une ethnie, une région, une classe sociale, est un sujet transversal à tous les espaces. Le fait d'être une femme ou un homme, de porter un nom connu (celui des familles dominantes en général) et d'appartenir à certaines familles influe sur l'accès au savoir et à certains postes de pouvoir (voir l'étude de Bendahman sur l'élite au Maroc). Les anciennes appartenances (fassis, chorfas, savants..) sont déstabilisées aujourd'hui par l'émergence d'autres groupes (berbères du Souss, élites instruites des classes moyennes, jeunes entrepreneurs médiatiques, membres de la société civile, militants associatifs, etc.). La société marocaine commence à être traversée par une diversité d'appartenances de ses élites, ce qui est nouveau dans son histoire, ce qui suscite à la fois des émergences démocratiques mais aussi des tentations fortes de récupération par le pouvoir.

L'intervenant « social » peut être ainsi amené à se doter de plusieurs stratégies de jeu et de mobilisation de ces multiples appartenances pour accéder à ses

objectifs. Il peut réussir, pour la bonne cause, celle qu'il est censé défendre comme se fourvoyer et se laisser happer et séduire par les sirènes du pouvoir, passer de l'autre côté avec armes et bagages. Le nouveau pouvoir est assez habile dans ce type de récupération sans changer les mécanismes structurels à l'œuvre dans l'exclusion politique, économique sociale et culturelle.

Entre tradition et modernité, un conflit réel ou une manipulation qui continue ?

Le discours politique (au Maroc mais aussi ailleurs) sur l'identité, les identités, a toujours cherché à orienter le débat social sur cette question. Les réponses données ont servi de légitimation aux politiques menées. C'est comme si ce qui est fait, agi est déterminé par ce qu'on est. Si on détermine, d'une certaine manière, ce qu'on est, cela nous servira de justification de ce qu'on fait. Circulez, il n'y a rien à voir (à chercher) d'autre pour comprendre les ressorts de nos conduites et actions. Les discours identitaires ou ethnistes conduisent souvent à une « dépolitisation » et à un masquage des intérêts politiques en jeu. Les dominants se sont toujours servis de la référence à l'identité collective (religieuse, ethnique, régionale, etc.) pour détourner « le peuple » de la question politique et le mobiliser contre « l'ennemi externe ou interne » qui est désigné comme une menace « sur » l'identité. Le pouvoir a un intérêt politique à maintenir une conflictualité artificielle et un clivage social sur cette question, ce qu'il lui permet de jouer « l'équilibriste légitime », ou l'idéologie de la « Oumma du Milieu » et P.A.M (Parti Assala (tradition) et Moassara (modernité) créé par un ami du Roi), le tour est joué !

Partout, dans le monde, la mondialisation néo-libérale a eu un impact d'uniformisation des modes de vie et de consommation mais aussi d'émergence de revendication et d'affirmation identitaires différenciatrices, parfois meurtrières, la plupart du temps portées par les exclus de cette mondialisation. La lutte des identités (pour le peuple), comme celle des places (pour les élites) sont plus faciles à créer et à manipuler, en lieu et place, de la lutte des classes qui reste déniée et escamotée.

La sollicitation des identités et leur instrumentalisation par le politique, qu'elles soient celles des gouvernants ou des islamistes, viennent en résonance avec la perte de repères et la fragilité identitaire du sujet, des sujets. Un recours est vite trouvé pour combler ce qui fait défaut, soit pour aider à faire le deuil d'un désir ou le réprimer, soit se donner une puissance par l'identification à un groupe de référence (la Oumma) capable de restaurer l'image du groupe d'appartenance et celle du sujet « dominé » face au groupe, à l'autre « dominant ». Cette « volonté de puissance » ne va pas sans recours à des formes de violence et de cruauté, jugées comme légitimes pour restaurer la « loi du dieu sur terre ». La fragilité économique, psychologique, le faible niveau d'instruction et de culture d'une partie importante de la population, restent des terreaux fertiles d'un aveuglement politique et d'une disposition à suivre les prophètes des temps de crise (l'histoire du Maroc en est jalonnée), qui promettent le paradis sur terre, en échange de l'abdication de son libre arbitre et de sa capacité de pensée. Le « Sujet », dans ces conditions, est un sujet soumis. Soumission de l'homme à dieu, de la femme à l'homme, des jeunes aux plus anciens, de l'individu au groupe, du politique au religieux, etc.

Les Rencontres ont fait émerger un espace d'exploration et de remise en question de ces soumissions multiples, un espace de réflexion et d'échange pour l'émancipation du sujet, en dehors de ces déterminations culturelles trop stéréotypées de tradition et modernité. C'est à un regard critique des formes de « traditions » et de « modernité » que les rencontres entre français et marocains, au Maroc et en France, continueront à nous inviter.

Perspectives au féminin ?

Les actions menées et discutées par le groupe des femmes ont montré des perspectives intéressantes de changement.

C'est en effet en agissant sur le double registre horizontal (la question du genre et du territoire) et vertical (travail au niveau des institutions et de l'Etat, des

instances de décision), et en les articulant en permanence, que les militantes féministes entendent amener un réel changement. Le travail horizontal au niveau « micro », dans les quartiers et les territoires, au travers d'actions concrètes de développement économique et social, menées par des femmes, et faisant une place importante à l'éducation des jeunes filles dans les campagnes notamment, que le nouveau féminisme « à la marocaine » entend mener la lutte pour l'émancipation des femmes et aussi des hommes.

Au niveau vertical, lutter pour faire voter de nouvelles lois et contraindre l'exécutif à les respecter, c'est ainsi que les femmes ont montré que la problématique du genre, la démocratisation de l'espace public et privé restent intimement liées.

Le combat autour de la nouvelle Moudawana et pour la conquête de nouveaux droits se heurte toujours aux différentes formes de résistances. Une ancienne issue de la société traditionnelle et patriarcale qui se nourrit de l'ignorance et du manque d'instruction dans lesquels le peuple a été maintenue depuis des décennies. Une nouvelle, celle des islamistes, plus politique et plus insidieuse car porteuse d'un projet sociétal dont les femmes seraient citoyennes, mais de seconde zone.

En effet le monde arabe ne peut aller vers la démocratie si la moitié de sa population, les femmes, reste privée de ses droits et encore sous tutelle. Le groupe des femmes fait bien de lutter pour la conquête de nouveaux droits, au moment où le nouveau gouvernement islamiste cherche à les contenir et même à en remettre en question la légitimité et le fondement. Un retour en arrière est toujours possible et le combat pour les droits des femmes et pour la démocratie est le même, comme celui pour la théocratie et contre la démocratie reste le même.

Les recherches actuelles sur le genre (voir « Le féminisme pour changer la société » sous la coordination de Christiane Marty, édition Syllepse, 2013) nous montrent que d'autres formes de vie en société, d'économie et de lien social sont possibles grâce à une remise en question profonde de la place et du rôle des femmes dans la société.

L'investissement des cadres dirigeants dans la société civile, sens et/ou ambivalence ?

Dans le partage des «fiertés» en tant qu'intervenants dans la société, plusieurs cadres dirigeants ont évoqué leur investissement dans la société civile : associations (droits de l'homme, éducation, travail social..), ONG...etc. Cet investissement semble répondre à un besoin d'espace pour s'exprimer librement et pouvoir s'engager dans le temps sur des questions qui touchent aux valeurs de justice et de démocratie. Mais cet investissement passerait-il sous silence les pratiques de management et les modes d'autorité qu'exercent ces cadres dirigeants dans leur entreprise et administration ? Y a-t-il le clivage entre le dehors et le dedans des institutions lieu d'exercice de pouvoir ? Ou certains cadres dirigeants chercheraient-ils, et de manière individuelle, à trouver sens et équilibre personnel dans l'investissement du travail social et citoyen ? Les associations d'intervention sociale ne formeraient-elles pas un espace transitionnel, un espace de jeu où les cadres dirigeants agiraient dans une visée de changement social et/ou dans une visée de promotion sociale personnelle ?

Le dispositif des R2R :

Le dispositif a montré sa pertinence sur deux aspects : le choix des thématiques, la méthodologie de travail et de la rencontre elle-même entre français et marocains.

Les thématiques à garder et à élargir :

Les trois groupes de travail (femmes, cadres dirigeants, jeunes) ont montré leur pertinence pour cerner les problématiques actuelles et les transformations en cours et à venir.

Ils ont montré aussi la transversalité des préoccupations au Maroc et en France, même si nous n'avons pas pu constituer des groupes mixtes par thématique comme nous le souhaitions. Ce travail reste à poursuivre. La mixité des regards et des expériences constitue le principe même des R2R.

Divers thèmes ont pu émerger :

Le management et l'exercice de l'autorité

Les stratégies de changement de la société : arrimage à la mondialisation libérale ou construction d'alternatives ?

Le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la société

Les services publics et leur devenir

Les pratiques d'intervention et d'accompagnement et la place du psychologique

Sexualité et affectivité

Etc.

La méthodologie des R2R

Le dispositif des R2R s'est caractérisé par le fait de partir du vécu, (des fiertés, des déceptions), et des pratiques d'intervention sociales, chercher à se comprendre individuellement et collectivement, reconnaître les singularités pour accéder à la compréhension de ce qui se joue dans la société marocaine, dans l'évolution des rapports de domination : maghzen/administration-peuple, homme-femme, dirigeants-salariés, partis politiques-Jeunes...Et inventer des dispositifs d'intervention sociale qui laissent la place à la parole, à la distanciation et à la créativité pour agir et transformer concrètement ces rapports de domination.

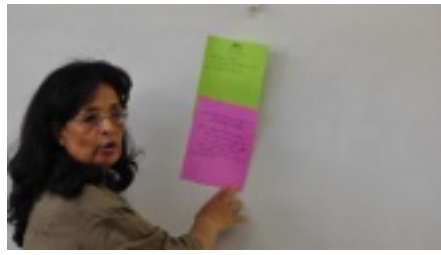
Le caractère psychosociologique du dispositif visait à permettre aux différents acteurs d'apprendre à partir de l'analyse de la pratique et de comprendre, à partir des événements et des expériences vécus, le fonctionnement de la société, les institutions et les rapports de pouvoir et d'autorité à l'œuvre.

Les R2R ont permis, selon les témoignages des participants, une expression libre et authentique.

L'envie de poursuivre reste partagée des deux côtés de la Méditerranée même si nous sommes obligés de reconnaître que les obligations des uns et des autres ainsi que la distance géographique ont été des obstacles à notre assiduité et à notre investissement.

La spécificité des R2R a été dans ce regard croisé réciproque des uns sur les autres. Un dialogue entre marocains en français, la plupart du temps, en présence des Français, eux-mêmes, ressentant et s'identifiant aux mêmes vécus, difficultés et espérances exprimés par les marocains. Une symétrie qui tranchait avec les anciens rapports et imaginaires, stéréotypes et clichés issus de longs siècles d'ignorance, de stigmatisation ou d'idéalisation mutuelles entre l'Orient et l'Occident. La distinction des temps (les deux cercles) de témoignage par les praticiens, d'analyse et de regard critique par les chercheurs et psychosociologues a représenté une autre facette de l'originalité des R2R. Ce rapprochement réalisé par une réflexion et une analyse en commun des conditions de notre vie, dans ce temps de la mondialisation néolibérale, reste une base commune pour penser et construire un autre avenir des deux côtés de la Méditerranée.

Abdelaâli Laoukili et Jamal Lamrani (pour le groupe de travail).



FIN